



Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. générale
16 septembre 2021
Français
Original : anglais

**Conférence des Parties agissant comme
réunion des Parties au Protocole de Kyoto**
Seizième session
Glasgow, 31 octobre-12 novembre 2021

Point 7 a) de l'ordre du jour provisoire
Questions relatives au Fonds pour l'adaptation
Rapports du Conseil du Fonds pour l'adaptation
(2020 et 2021)

**Conférence des Parties agissant comme
réunion des Parties à l'Accord de Paris**
Troisième session
Glasgow, 31 octobre-12 novembre 2021

Point 8 d) de l'ordre du jour provisoire
Questions relatives au financement
Questions relatives au Fonds pour l'adaptation

Rapport du Conseil du Fonds pour l'adaptation

Note du Président du Conseil du Fonds pour l'adaptation*

Résumé

Le présent rapport a été établi comme suite à la décision 1/CMP.3 par laquelle le Conseil du Fonds pour l'adaptation a été prié de faire rapport sur ses activités à chaque session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP). Il contient des informations portant sur la période allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021, notamment sur les progrès accomplis par le Fonds pour l'adaptation, en particulier en ce qui concerne la réalisation des tâches dont celui-ci a été chargé par la CMP, et sur les décisions et les dispositions prises par le Conseil du Fonds, dont la CMP et la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA) sont invitées à prendre note, selon qu'il conviendra.

* Il a été convenu que le présent document serait publié après la date normale de publication en raison de circonstances indépendantes de la volonté du soumetteur.



Table des matières

	<i>Page</i>
Abréviations et acronymes	4
I. Introduction	5
A. Mandat	5
B. Objet du rapport	5
II. Recommandations concernant les mesures que pourrait prendre la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto à sa seizième session ou la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa troisième session	5
III. Activités menées pendant la période considérée	8
A. Élection du(de la) Président(e) et du(de la) Vice-Président(e) du Conseil du Fonds pour l'adaptation	8
B. Composition du Conseil du Fonds pour l'adaptation	8
C. Réunions du Conseil du Fonds pour l'adaptation en 2021	9
D. Ressources du fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'adaptation	9
E. Plan de travail du Conseil du Fonds pour l'adaptation	9
F. Budget du Conseil du Fonds pour l'adaptation, du secrétariat et de l'administrateur	9
G. Accréditation des entités d'exécution	10
H. Comités du Conseil du Fonds pour l'adaptation	10
I. Décisions de financement relatives à des projets et programmes d'adaptation	11
J. Suivi du portefeuille	12
K. Stratégie à moyen terme (2018-2022)	12
L. Mesures prises face à la pandémie de COVID-19	16
M. Évaluation du Fonds pour l'adaptation	18
N. Participation aux réunions et aux événements	19
IV. Appui apporté au Conseil du Fonds pour l'adaptation pour l'exécution de son mandat	19
V. Fonds pour l'adaptation et Accord de Paris	21
VI. Liens opérationnels et relations entre le Fonds pour l'adaptation et d'autres institutions relevant de la Convention	23
 Annexes	
I. Adaptation Fund Board members and alternate members as at 30 June 2021	25
II. Approved and actual budget for fiscal year 2021 and approved budget for fiscal year 2022 for the Adaptation Fund Board, its secretariat and the trustee, and for fiscal years 2022–2023 for the Technical Evaluation Reference Group of the Adaptation Fund and its secretariat	27
III. Accredited implementing entities	28
IV. Participation in meetings and events	30
V. Examples of two gender-sensitive and -responsive interventions of projects approved during the reporting period	33
VI. Communications	34
VII. Project-related funding decisions made by the Adaptation Fund Board between 1 July 2020 and 30 June 2021	35

VIII.	Status of the portfolio of the Adaptation Fund	45
IX.	Guidance of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol at its thirteenth session and updated response by the Adaptation Fund Board.....	56
X.	Financial report of the Adaptation Fund Trust Fund as at 30 June 2021, prepared by the trustee: supplemental report to the Adaptation Fund Board report to the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol and to the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement.....	60

Abréviations et acronymes

BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BOAD	Banque ouest-africaine de développement
CARIBANK	Banque de développement des Caraïbes
CMA	Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris
CMP	Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto
Comité de Paris	Comité de Paris sur le renforcement des capacités
COP	Conférence des Parties
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
CPF	Comité permanent du financement
CRTC	Centre-Réseau des technologies climatiques
CSE	Centre de suivi écologique (Sénégal)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIRCA	Fonds interprofessionnel pour la recherche et le conseil agricoles
FNEC	Fonds national pour l'environnement et le climat
FVC	Fonds vert pour le climat
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
OMM	Organisation météorologique mondiale
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
OSS	Observatoire du Sahara et du Sahel
PAM	Programme alimentaire mondial
Partie non visée à l'annexe I	Partie non visée à l'annexe I de la Convention
Partie visée à l'annexe I	Partie visée à l'annexe I de la Convention
PEID	Petit État insulaire en développement
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
SAD	Société andine de développement
SBI	Organe subsidiaire de mise en œuvre
Stratégie à moyen terme	Stratégie à moyen terme du Fonds pour l'adaptation pour 2018-2022
TERG	Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation du Fonds pour l'adaptation
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
URCE	Unité de réduction certifiée des émissions

I. Introduction

A. Mandat

1. À sa septième session, la Conférence des Parties (COP) a décidé de créer le Fonds pour l'adaptation¹. À sa troisième session, la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP) a décidé que l'entité chargée d'assurer le fonctionnement du Fonds serait le Conseil du Fonds pour l'adaptation, appuyé par un secrétariat et un administrateur².
2. À sa troisième session, la CMP a demandé au Conseil du Fonds pour l'adaptation de faire rapport de ses activités à chacune de ses sessions. Elle a invité le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) à fournir des services de secrétariat au Conseil et la Banque mondiale à remplir les fonctions d'administrateur du Fonds pour l'adaptation, à titre provisoire dans les deux cas³.
3. La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA), à sa première session, et la CMP, à sa quatorzième session, ont décidé que le Fonds pour l'adaptation concourrait à l'application de l'Accord de Paris en suivant les directives de la CMA et en rendant compte à celle-ci pour toutes questions relatives à l'Accord de Paris, à compter du 1^{er} janvier 2019. À sa quatorzième session, la CMP a en outre décidé que le Fonds pour l'adaptation ne concourrait plus à l'application du Protocole de Kyoto une fois que la part des fonds visée au paragraphe 4 de l'article 6 de l'Accord de Paris serait disponible⁴.

B. Objet du rapport

4. Le présent rapport contient des informations détaillées sur les progrès accomplis par le Fonds pour l'adaptation (ci-après le Fonds), en particulier dans l'exécution des tâches dont celui-ci a été chargé par la CMP, ainsi que des recommandations concernant les mesures que la CMP et la CMA devraient prendre, selon qu'il conviendra. Étant donné que la CMA n'a pas donné au Fonds de directives précises sur les questions relatives à l'Accord de Paris dont il devrait se charger, le présent rapport ne contient pas d'informations distinctes sur ces questions. Le Conseil du Fonds pour l'adaptation (ci-après le Conseil) aimerait que la CMA lui donne des directives sur ces questions. Sauf indication contraire, le présent rapport porte sur la période allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021.

II. Recommandations concernant les mesures que pourrait prendre la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto à sa seizième session ou la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa troisième session

5. La CMP ou la CMA souhaiteront peut-être fournir des orientations ou des précisions sur la question des Parties pouvant prétendre à recevoir un financement du Fonds à laquelle se rapporte le paragraphe 1 de la décision 1/CMP.3 et dont il est fait état aux paragraphes 5 et 10 des priorités, politiques et modalités stratégiques du Fonds pour l'adaptation⁵ adoptées par la CMP à sa quatrième session⁶. Le Conseil a précédemment invité la CMP ou la CMA à fournir des orientations ou des précisions sur la manière de traiter les demandes de financement des Parties qui sont parties soit au Protocole de Kyoto, soit à l'Accord de Paris,

¹ Décision 10/CP.7, par. 1.

² Décision 1/CMP.3, par. 3.

³ Décision 1/CMP.3, par. 5 l), 19 et 23.

⁴ Décisions 13/CMA.1, par. 1 et 1/CMP.14, par. 1 et 2.

⁵ À consulter à l'adresse : <https://www.adaptation-fund.org/document/strategic-priorities-policies-and-guidelines-of-the-adaptation-fund-adopted-by-the-cmp-annex-i-to-the-opg/>.

⁶ Voir décision 1/CMP.4, par. 6 et annexe IV.

mais pas aux deux⁷. Le secrétariat du Conseil a reçu une demande de financement de ce type, accompagnée de la nomination d'une autorité désignée par un pays qui n'est pas partie au Protocole de Kyoto mais qui était en train de ratifier l'Accord de Paris⁸.

6. La CMP ou la CMA souhaiteront peut-être prendre note des informations actualisées communiquées par le Conseil au sujet de la mise en œuvre des orientations données par la CMP dans le cadre du troisième examen du Fonds⁹, qui figurent dans l'annexe IX.

7. Le Conseil invite la CMP ou la CMA à prendre note des principaux chiffres, mesures et décisions, présentés ci-après pour la période considérée :

a) Le Conseil a pris des décisions importantes visant à porter de 10 à 20 millions de dollars des États-Unis par pays la limite de financement disponible et d'un à deux le nombre d'entités d'exécution nationales par pays en développement partie pouvant prétendre recevoir un financement du Fonds ;

b) Le Conseil a pris un certain nombre de décisions afin d'améliorer l'approbation et la mise en œuvre des projets, visant notamment à rationaliser le processus d'examen des projets et des programmes, à mettre à jour la politique relative aux retards dans l'exécution de ceux-ci, et à rendre les dons pour le développement de la capacité d'accès direct disponibles tout au long de l'année en ajoutant un cycle d'examen supplémentaire ;

c) Au 30 juin 2021, les recettes cumulées du fonds d'affectation spéciale du Fonds atteignaient 1 107,40 millions de dollars des États-Unis (ci-après dollars), dont 208,38 provenant de la monétisation d'unités de réduction certifiée des émissions (URCE), 858,82 de contributions et 40,21 de revenus de placements produits par le solde du fonds d'affectation spéciale. Au cours de la période considérée, les recettes se sont chiffrées à 129,08 millions de dollars, dont 3,64 provenant de la monétisation des URCE, 123,57 de contributions additionnelles et 1,87 de revenus de placements ;

d) Des contributions s'élevant à environ 123,57 millions de dollars ont été reçues de l'Allemagne, de la Belgique (région de Bruxelles-Capitale et Wallonie), de l'Espagne, de l'Italie, de l'Irlande, de la Norvège, du Qatar et de la Suède ;

e) Au 30 juin 2021, 36,27 millions de dollars de contributions n'avaient pas encore été versés ;

f) Au 30 juin 2021, 195,69 millions de dollars étaient disponibles pour de nouvelles approbations de financement ;

g) En 2020, le Conseil avait reçu de nouvelles promesses de contributions à hauteur de 116 millions de dollars de la part de l'Allemagne, de la Belgique (région de Bruxelles-Capitale et Wallonie), de l'Irlande, de l'Italie et de la Suède, sur les 120 millions de dollars par an pour l'exercice biennal 2020-2021 qu'il s'était fixé pour objectif de mobiliser. La Commission européenne a également apporté son soutien en finançant directement à hauteur de 10 millions d'euros un programme approuvé par le Conseil dans le cadre du mécanisme d'innovation du Fonds. En 2021, une contribution a été reçue du Qatar, première Partie non visée à l'annexe I de la Convention à apporter un appui financier au Fonds ;

h) Une entité d'exécution nationale, une entité d'exécution régionale et une entité d'exécution multilatérale ont été accréditées par le Conseil (l'entité nationale ayant obtenu un accès direct aux ressources du Fonds), ce qui porte le nombre total d'entités d'exécution accréditées à 33 entités nationales (9 dans les PMA et 7 dans les PEID), 7 entités régionales et 14 entités multilatérales. Sur les 54 entités d'exécution accréditées, 31 ont été réaccréditées (16 entités d'exécution nationales, 4 entités régionales et 11 entités multilatérales) ;

⁷ Voir le document FCCC/KP/CMP/2019/4/Add.1-FCCC/PA/CMA/2019/2/Add.1, annexe, par. 42, 43 et 47 et document FCCC/KP/CMP/2020/2-FCCC/PA/CMA/2020/1, par. 5 et annexe IX.

⁸ Pour l'état d'avancement des questions liées au Fonds pour l'adaptation et à l'Accord de Paris, voir le chapitre V ci-après.

⁹ Décision 2/CMP.13.

i) Malgré les circonstances difficiles liées à la pandémie de COVID-19, le montant cumulé des projets et programmes approuvés a augmenté de 12 % pour atteindre 831,49 millions de dollars (au 30 juin 2021) ;

j) Les nouvelles approbations de financement, y compris pour des propositions concrètes de projets nationaux et régionaux (multinationaux), les propositions de dons dans le cadre de la stratégie à moyen terme¹⁰ et les dons pour le développement de la capacité d'accès direct, atteignent un montant total de 86,9 millions de dollars ;

k) Treize propositions de projet ou de programme nationaux soumises par des entités d'exécution ont été approuvées, pour un montant total de 64,2 millions de dollars, dont 6 émanant des entités nationales d'exécution de l'Indonésie (4 propositions) et de la République-Unie de Tanzanie (2 propositions), pour un montant de 11,5 millions de dollars, et 7 propositions soumises par des entités multilatérales d'exécution pour le Cambodge, le Cameroun, l'Égypte, la Gambie, le Libéria, la République arabe syrienne et le Zimbabwe, pour un montant total de 52,6 millions de dollars ;

l) Trois projets régionaux (multinationaux) ont été approuvés et dotés d'un financement de 27,4 millions de dollars, dont 13,9 millions pour la Jordanie et le Liban, 7 millions de dollars pour la Thaïlande et le Viet Nam et 6,5 millions de dollars pour le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan ;

m) Les décaissements cumulés pour les 121 projets approuvés depuis la mise en place du Fonds ont atteint 485,9 millions de dollars, dont 76,2 ont été décaissés pendant la période considérée. Au total, 76 projets étaient en cours d'exécution, parmi lesquels 14 venaient d'être lancés et 6 autres s'achevaient. La plus grande partie des dons a été allouée à des projets menés dans le domaine de l'agriculture (14,3 %), suivi par la sécurité alimentaire (14,2 %) et la gestion de l'eau (12,1 %) ;

n) Les besoins de financement et les demandes adressées au Fonds ont continué d'augmenter, la valeur des projets et des programmes en préparation qui ont été soumis mais n'ont pas été approuvés atteignant environ 279 millions de dollars (au 30 juin 2021), ce qui confirme la tendance à la hausse des années précédentes ;

o) Les activités menées dans le cadre de la stratégie à moyen terme se sont poursuivies, avec les quatrième et cinquième cycles d'examen des guichets de financement pour l'innovation, l'apprentissage et l'extension des projets et l'approbation par le Conseil de deux propositions supplémentaires de dons de faible montant pour l'innovation et de deux propositions de dons pour l'apprentissage, pour un montant total de 788 322 dollars ;

p) L'approbation par le Conseil de dons d'un montant élevé pour l'innovation et d'un guichet de financement pour l'accès direct facilité, son adhésion aux principes de l'action locale en matière d'adaptation découlant de la participation du Fonds aux pistes d'action locales de la Commission mondiale sur l'adaptation, font partie des nouvelles activités menées dans le cadre de la stratégie à moyen terme. Après son lancement en novembre 2020, l'Accélérateur d'innovation climatique du Fonds est entré en service en recevant ses premières demandes de propositions ;

q) Au titre du cadre de gestion des connaissances du Fonds, une formation gratuite a été lancée en ligne en anglais, en espagnol et en français, sur le déblocage du financement de l'adaptation et l'accès au Fonds ;

r) Le montant des dons pour le développement de la capacité d'accès direct approuvés se chiffrait à 59 820 dollars, pour trois projets d'assistance technique, et le Conseil a approuvé le nouveau guichet pour un ensemble de services facilitant l'accès au financement, après une première phase pilote réussie. Les activités relatives au développement de la capacité d'accès direct se sont poursuivies sous forme virtuelle pour les entités d'exécution nationales accréditées, avec deux webinaires sur le développement de projets, un atelier de formation à l'accréditation mondiale et une manifestation internationale de mise en commun des connaissances pour l'apprentissage Sud-Sud ;

¹⁰ À consulter à l'adresse : <https://www.adaptation-fund.org/document/medium-term-strategy-2018-2022/>.

s) Le Conseil a approuvé la version actualisée de la politique relative aux questions de genre et du plan d'action pour l'égalité des sexes¹¹ et les entités d'exécution ont commencé à utiliser le modèle actualisé de rapport sur les résultats des projets du Fonds pour suivre de manière plus systématique les progrès réalisés ;

t) Le Conseil a examiné les possibilités de renforcer la participation de la société civile à ses travaux ;

u) Compte tenu de la pandémie de COVID-19 et des nombreux obstacles auxquels continuent de se heurter le Fonds dans le cadre de ses activités, notamment pour ce qui est de la mise en œuvre des projets et de l'adoption de nouveaux programmes, le Conseil a adopté des mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19 et des mesures d'adaptation pour en atténuer les effets sur le portefeuille du Fonds ;

v) Le Fonds a mené un travail de communication et diffusé des messages ciblés à l'intention de ses partenaires et des acteurs du financement de l'action climatique au sens large, mettant en avant son caractère unique, précurseur et modulable, sa mise en œuvre de la stratégie à moyen terme, les mesures qu'il a prises face à l'épidémie de COVID-19 et son rôle dans le renforcement de la résilience (voir annexe VI) ;

w) Le Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation du Fonds (TERG) a commencé à mettre en œuvre ses activités d'évaluation dans le cadre de la stratégie et du programme de travail pluriannuels approuvés par le Conseil, qui comprennent la révision du cadre d'évaluation du Fonds et l'examen à mi-parcours de la stratégie à moyen terme ;

x) L'établissement de liens entre le Fonds et d'autres organes relevant de la Convention, dont le Comité de l'adaptation, le Centre-Réseau des technologies climatiques (CRTC), le Fonds vert pour le climat (FVC), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Comité de Paris sur le renforcement des capacités (Comité de Paris) et le Comité permanent du financement (CPF), a été encouragé. Le Conseil a eu des échanges de vues sur les liens entre le Fonds et le FVC, notamment s'agissant de la mise en place d'un cadre pour promouvoir l'extension des projets financés et la communauté des entités bénéficiant d'un accès direct (CPDAE).

III. Activités menées pendant la période considérée

8. Le Conseil a tenu deux réunions sous forme virtuelle par l'intermédiaire d'un système de conférence en ligne, en raison de la pandémie de COVID-19. Les ordres du jour annotés (y compris la documentation de fond sur les points de l'ordre du jour) et les rapports détaillés des réunions sont disponibles sur le site Web du Fonds¹².

A. Élection du(de la) Président(e) et du(de la) Vice-Président(e) du Conseil du Fonds pour l'adaptation

9. À sa trente-sixième réunion, le Conseil a élu par consensus¹³ Mattias Broman (Suède, Parties visées à l'annexe I) à sa présidence et Albara Tawfiq (Arabie saoudite, États d'Asie-Pacifique) à sa vice-présidence.

B. Composition du Conseil du Fonds pour l'adaptation

10. À la suite de la décision du Bureau de la COP, de la CMP et de la CMA de prolonger le mandat actuel des organes de la Convention, du Protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris en raison du report de la vingt-sixième réunion de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Conseil a pris note de la directive

¹¹ <https://www.adaptation-fund.org/document/opg-annex4-gender-policy/>.

¹² <http://www.adaptation-fund.org>.

¹³ Conformément à la décision 1/CMP.3, par. 13.

selon laquelle les membres et membres suppléants de ces organes dont le mandat arrivait à échéance en 2021 resteraient en fonction jusqu'en 2022. Un poste de membre suppléant représentant les États d'Europe occidentale et autres États n'avait pas été pourvu à la fin de la période considérée.

11. Une liste complète des membres et membres suppléants du Conseil figure à l'annexe I.

C. Réunions du Conseil du Fonds pour l'adaptation en 2021

12. Le Conseil a adopté un calendrier de réunions pour 2021 (voir le tableau ci-après). Sa trente-sixième réunion, qui devait initialement se tenir en présentiel du 22 au 26 mars 2021 à Bonn, a été remplacée par une réunion en ligne en raison de la pandémie de COVID-19¹⁴.

Réunions du Conseil du Fonds pour l'adaptation en 2021

<i>Réunion et dates</i>	<i>Lieu</i>
Trente-sixième réunion, 6 au 8 avril (en ligne)	Bonn ^a
Trente-septième réunion	
11 au 15 octobre 2021 si la réunion se déroule en présentiel	Bonn ^a
18 au 22 octobre 2021 si la réunion se déroule en ligne	Bonn ^a

^a Conformément au paragraphe 18 du règlement intérieur du Conseil.

D. Ressources du fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'adaptation

13. Au 30 juin 2021, l'administrateur avait vendu 31,0 millions d'URCE du Fonds au prix moyen de 6,72 dollars l'unité, ce qui avait rapporté 208,38 millions de dollars. Le produit de la monétisation des URCE s'est chiffré à 3,64 millions de dollars pour la période considérée. Au 30 juin 2021, il restait 10,4 millions d'URCE à vendre, conformément aux directives sur le programme de monétisation des URCE adoptées par le Conseil¹⁵. À ce jour, le montant total transféré aux entités d'exécution par l'administrateur sur ordre du Conseil s'établit à 491,05 millions de dollars.

14. Au 30 juin 2021, 195,69 millions de dollars étaient disponibles pour de nouvelles approbations de financement.

E. Plan de travail du Conseil du Fonds pour l'adaptation

15. À sa trente-sixième réunion, le Conseil a adopté son plan de travail pour l'exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022¹⁶.

F. Budget du Conseil du Fonds pour l'adaptation, du secrétariat et de l'administrateur

16. À sa trente-sixième réunion, le Conseil a examiné et approuvé l'allocation des ressources à l'appui des activités du Conseil, de son secrétariat et de l'administrateur jusqu'au 30 juin 2022 (voir l'annexe II)¹⁷. Le montant estimatif des dépenses d'administration du

¹⁴ Conformément au paragraphe 18 du règlement intérieur du Conseil, la réunion est considérée comme s'étant tenue au siège du secrétariat de la Convention-cadre sur les changements climatiques à Bonn.

¹⁵ À consulter à l'adresse : <https://www.adaptation-fund.org/document/cer-monetization-program-guidelines-updated-march-2012/>.

¹⁶ Voir décision B.36/30 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

¹⁷ Voir décision B.33/50 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

Conseil, du secrétariat, de la fonction d'évaluation et de l'administrateur approuvées pour l'exercice budgétaire 2022 s'élevait à 8 848 404 dollars au 30 juin 2021, soit une hausse de 18,8 % par rapport au montant approuvé pour l'exercice précédent. Le budget approuvé permet de financer l'exécution d'une série d'activités dans le cadre de la stratégie à moyen terme ainsi que la fonction d'évaluation du Fonds, qui a été lancée pendant la période considérée. En outre, le Conseil a approuvé le budget glissant de 1 293 049 dollars de sa fonction d'évaluation (le TERG et son secrétariat) pour l'exercice budgétaire 2023 allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

G. Accréditation des entités d'exécution

17. Le Groupe d'experts de l'accréditation s'est réuni deux fois au cours de la période considérée. Le Conseil a élu Evans Njewa (Malawi, Parties non visées à l'annexe I) Président et Eleonora Cogo (Italie, États d'Europe occidentale et autres États) Vice-Présidente. Ces deux membres du Conseil constituent, avec quatre experts indépendants, le Groupe d'experts de l'accréditation.

18. Le Conseil a examiné les recommandations du Groupe d'experts et a approuvé l'accréditation d'une nouvelle entité d'exécution nationale, à savoir la Commission d'action sociale mennonite du Honduras, d'une entité régionale, le Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes, et d'une entité multilatérale, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. À la fin de la période considérée, on comptait 33 entités d'exécution nationales, 7 entités régionales et 14 entités multilatérales, dont 9 entités nationales dans les PMA et 7 dans les PEID. Au 30 juin 2021, 12 entités nationales candidates de PMA et 7 entités nationales candidates de PEID avaient présenté une demande d'accréditation. Sur les 54 entités d'exécution accréditées au 30 juin 2021, 31 (16 entités nationales, 4 entités régionales et 11 entités multilatérales) avaient été réaccréditées. Une liste des entités d'exécution accréditées figure à l'annexe III.

19. Après avoir examiné la question du classement des entités d'exécution candidates en tant qu'entités d'exécution régionales, le Conseil a approuvé le processus d'examen d'une auto-évaluation certifiée pour déterminer les critères d'accréditation qu'une entité candidate devait remplir pour obtenir le statut d'entité d'exécution régionale et a adopté la proposition de définition d'une entité d'exécution régionale.

H. Comités du Conseil du Fonds pour l'adaptation

20. Le Comité de l'éthique et des finances et le Comité d'examen des programmes et projets, créés par le Conseil en 2009, se sont réunis à deux reprises pendant la période considérée, dans les semaines précédant la deuxième session de la trente-cinquième réunion, et la trente-sixième réunion du Conseil. À la trente-sixième réunion, Mohamed Zmerli (Tunisie, États d'Afrique) a été élu Président et Sylviane Bilgischer (Belgique, Parties non visées à l'annexe I) Vice-Présidente du Comité de l'éthique et des finances, et Susana Castro-Acuña Baixauli (Espagne, États d'Europe occidentale et autres États) a été élue Présidente et Ala Druta (Moldova, États d'Europe orientale) Vice-Présidente du Comité d'examen des programmes et projets. Les comités ont également travaillé sous forme virtuelle entre les sessions et ont fait des recommandations au Conseil.

21. Le Comité de l'éthique et des finances avait examiné le rapport annuel sur les résultats du Fonds pour l'exercice budgétaire 2020 et a formulé des recommandations au Conseil à ce sujet ; a présenté un compte-rendu des mesures prises par le Fonds face à la pandémie de COVID-19, des retards dans le lancement des projets et des solutions proposées et a communiqué des informations actualisées sur la stratégie de mobilisation des ressources et le plan d'action, sur le classement des entités d'exécution candidates en tant qu'entités régionales, sur le plan de travail et les dépenses d'administration du Conseil, du secrétariat, de la fonction d'évaluation et de l'administrateur pour l'exercice budgétaire 2022, ainsi que sur les rapports de la Présidente du Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation du Conseil.

22. À la fin de la période considérée, le Comité d'examen des programmes et projets avait passé en revue 9 ébauches et 17 propositions complètes concernant des projets nationaux, soit 25 propositions de projets distincts, 5 ébauches préliminaires, 7 ébauches et 6 propositions complètes concernant des projets et programmes régionaux multinationaux, soit 17 propositions de projets et programmes distincts, 6 propositions de dons de faible montant pour l'innovation et 2 propositions de dons pour l'apprentissage.

23. Le Comité d'examen des programmes et projets a également fait des recommandations au Conseil en vue du lancement des dons d'un montant élevé pour l'innovation et des guichets de financement pour l'accès direct facilité.

I. Décisions de financement relatives à des projets et programmes d'adaptation

24. Pendant les réunions tenues au cours de la période considérée, le Conseil a approuvé 13 propositions nationales de financement d'un montant total de 64,2 millions de dollars et trois propositions multinationales régionales de financement pour un montant total de 27,4 millions de dollars (voir l'annexe VII)¹⁸. Au cours de la période considérée, des propositions nationales ont été approuvées ou recommandées pour approbation en vue d'un financement concernant les pays suivants : Cambodge, Cameroun, Égypte, Gambie, Indonésie, Libéria, République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie et Zimbabwe. Les propositions régionales qui ont été approuvées ou recommandées pour approbation en vue d'un financement dans le cadre du guichet de financement des projets et programmes régionaux au cours de la période considérée concernaient les pays suivants : Jordanie et Liban ; Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan et Tadjikistan ; et Thaïlande et Viet Nam.

25. Pendant les réunions qu'il a tenues au cours de la période considérée, le Conseil a approuvé neuf ébauches de projets nationaux pour le Bhoutan, Haïti, le Liban, la Malaisie, l'Ouganda, la République arabe syrienne, le Viet Nam et le Zimbabwe, représentant un montant total de 52,7 millions de dollars, et a approuvé trois dons pour la formulation de projets et dons pour l'aide à la formulation de projets soumis par les entités d'exécution nationales, pour un total de 147 000 dollars.

26. Dans le cadre du guichet de financement des projets et programmes régionaux, le Conseil a approuvé sept ébauches de projets d'un montant total de 93,4 millions de dollars pour des projets régionaux menés en Angola et en Namibie ; à Antigua-et-Barbuda et à Sainte-Lucie ; en Azerbaïdjan et en République islamique d'Iran ; au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Gambie, au Ghana, en Guinée, au Libéria, au Mali, au Niger, au Nigéria, au Sénégal, en Sierra Leone et au Togo ; au Cabo Verde, en Guinée-Bissau et à Sao Tomé-et-Principe ; au Tchad et au Soudan ; ainsi qu'en République d'El Salvador et au Honduras. Il a aussi approuvé trois ébauches préliminaires de projets régionaux pour un montant total de 38,6 millions de dollars pour des projets menés dans les pays suivants : Cameroun, Niger, Nigéria, République centrafricaine et Tchad ; Guinée, Mali, Mauritanie et Sénégal ; Inde et Sri Lanka. Le Conseil a également approuvé un don d'un montant de 660 000 dollars pour la formulation de projets dont l'ébauche préliminaire ou l'ébauche avait été approuvée. Parmi les propositions complètes et les ébauches et ébauches préliminaires approuvées figurent des projets relatifs à l'agriculture, à la gestion des zones côtières, à la réduction des risques de catastrophe et aux systèmes d'alerte rapide, à la sécurité alimentaire, aux thèmes transversaux, à l'aménagement rural, à la gestion des eaux transfrontières, à l'urbanisation et à la gestion de l'eau (voir fig. VI.1 à VI.3)¹⁹.

27. À sa onzième session, la CMP a demandé au Conseil de lui fournir dans ses rapports des renseignements supplémentaires sur la situation du portefeuille du Fonds, notamment des projets à différents stades d'avancement²⁰. Les renseignements demandés figurent à l'annexe VIII.

¹⁸ Dont deux propositions pour l'Indonésie qui ont été approuvées par le Conseil, en attendant la réaccréditation de l'entité d'exécution nationale de ce pays à sa trente-sixième réunion.

¹⁹ Voir note 17.

²⁰ Décision 1/CMP.11, par. 11.

28. Les besoins de financement et les demandes adressées au Fonds ont continué d'augmenter, la valeur des projets et des programmes en préparation qui ont été soumis, mais n'ont pas été approuvés, atteignant environ 279 millions de dollars (au 30 juin 2021), ce qui confirme la tendance à la hausse des années précédentes (voir tableau VII.3).

29. Comme l'ont suggéré et demandé les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales (ONG) ayant le statut d'observateur, toutes les propositions de projet ou de programme sont publiées, dès leur réception, sur le site Web du Fonds et les parties prenantes intéressées ont la possibilité de formuler des observations en ligne. Les observations concernant les propositions soumises au Conseil peuvent être adressées au secrétariat par message électronique²¹, sont consultables sur la page du projet correspondant sur le site Web, et sont consignées dans le descriptif de projet correspondant adressé au Comité d'examen des programmes et projets.

J. Suivi du portefeuille

30. Au cours de la période considérée, 76 projets étaient en cours d'exécution, parmi lesquels 14 venaient d'être lancés et 6 qui s'achevaient. À la fin de la période faisant l'objet du présent rapport, 485,9 millions de dollars au total avaient été débloqués pour les 121 projets approuvés depuis la mise en place du Fonds, dont 76,2 millions l'avaient été au cours de la période considérée. Le volume le plus important de fonds approuvés jusque-là sous forme de dons concerne l'Afrique, avec 44 projets représentant 335,6 millions de dollars de dons (40,9 %), suivie par la région Asie et Pacifique, avec 42 projets pour un montant total de 239,2 millions de dollars (29,2 %), l'Amérique latine et les Caraïbes, avec 27 projets pour un montant total de 215,8 millions de dollars (26,3 %), et l'Europe orientale, avec 6 projets et un financement approuvé s'élevant à 29,8 millions de dollars (3,6 %). Deux programmes d'un montant total de 10 millions de dollars (les programmes d'agrégateurs d'entités d'exécution multilatérales pour l'innovation gérés par le PNUD et le PNUE) fonctionnent à l'échelle mondiale.

31. La plus grande partie des dons a été consacrée à des projets dans le domaine de l'agriculture, pour un montant approuvé de 118,8 millions de dollars (14,3 %), suivi par la sécurité alimentaire, pour un montant de 118,2 millions de dollars (14,2 %), la gestion de l'eau, pour un montant de 100,7 millions de dollars (12,1 %), le développement rural, pour un montant de 98,6 millions de dollars (11,9 %), et la réduction des risques de catastrophe et les systèmes d'alerte rapide pour un montant de 98,3 millions de dollars (11,8 %) (voir fig. VI.3). Le onzième rapport annuel sur les résultats du Fonds, couvrant la période du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021, sera examiné par le Conseil à sa trente-septième réunion.

32. Le Fonds suit la répartition par résultats du financement total en fonction de son Cadre stratégique de résultats. Le volume le plus important de fonds a été destiné au résultat 4 du cadre stratégique : « Renforcement de la capacité d'adaptation des services et des infrastructures pertinents du secteur du développement » (210,6 millions de dollars, soit 30,1 %), ainsi qu'au résultat 5 : « Renforcement de la résilience des écosystèmes aux changements climatiques et au stress induit par la variabilité du climat » (140,8 millions de dollars, soit 18,9 %).

K. Stratégie à moyen terme (2018-2022)

33. La stratégie à moyen terme²², approuvée par le Conseil en octobre 2017 à sa trentième réunion, s'appuie sur le mandat actuel du Fonds, et sur une analyse de ses principaux avantages et de la façon dont celui-ci peut aider à atteindre les objectifs découlant de l'Accord de Paris et du Programme 2030 pour le développement durable. La stratégie définit trois axes principaux d'appui aux pays en développement vulnérables : action, innovation et apprentissage et partage. Conformément à la stratégie, toutes les activités doivent tenir compte des questions de genre et bénéficier aux plus vulnérables. Si le Fonds soutient

²¹ Voir <https://www.adaptation-fund.org/contact/>.

²² Disponible à l'adresse <https://www.adaptation-fund.org/document/medium-term-strategy-2018-2022/>.

l'innovation et l'apprentissage depuis son origine, la stratégie envisage un financement ciblé pour ces activités, ainsi qu'un appui à la généralisation à d'autres pays ou régions des pratiques et des technologies d'adaptation innovantes qui ont fait leurs preuves.

34. Au cours de la période considérée, l'examen à mi-parcours de la stratégie par le Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation (TERG) du Fonds a montré que la stratégie rend bien compte des impératifs de l'Accord de Paris et faisait du Fonds un instrument de lutte contre l'urgence climatique. Il a également permis de constater que la stratégie clarifiait le mandat du Fonds et lui permettait de respecter effectivement la Convention²³.

35. Au cours de la période considérée, le Conseil a poursuivi la mise en œuvre de la stratégie. Dans le cadre des trois axes stratégiques (action, innovation, apprentissage et partage), il a examiné et approuvé deux propositions de dons de faible montant pour l'innovation et deux dons pour l'apprentissage destinés aux entités d'exécution nationales, pour un montant total de 788 322 dollars. Il a approuvé deux nouveaux guichets de financement concernant les dons d'un montant élevé pour l'innovation et pour l'accès direct facilité, et a également approuvé les principes de l'accès direct facilité. S'agissant des thèmes transversaux, le Conseil a intensifié le soutien au renforcement des capacités institutionnelles et techniques à long terme apporté au titre de son Programme de développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique et a fait progresser l'égalité des sexes en adoptant la nouvelle version de la politique relative aux questions de genre et du Plan d'action pour l'égalité des sexes.

1. Innovation

36. L'Accélérateur d'innovation climatique du Fonds pour l'adaptation, mis en chantier à la vingt-cinquième session de la COP afin d'ouvrir des possibilités de financement spéciales à l'appui de l'innovation pour l'adaptation dans des pays en développement non encore pourvus d'entités d'exécution nationales, ainsi que dans le secteur privé, est entré en service. Pendant la période considérée, le PNUD a lancé sa première invitation à soumissionner, et le PNUE a procédé à ses premier et deuxième appels d'offres. Le coup d'envoi du programme portant sur les guichets de financement concernant les dons d'un montant élevé pour l'innovation a été donné à la deuxième session de la trente-cinquième réunion du Conseil.

37. Le Conseil a examiné quatre nouvelles propositions de dons de faible montant pour l'innovation entre la première et la deuxième session de sa trente-cinquième réunion, à la deuxième session de sa trente-cinquième réunion et à sa trente-sixième réunion. Les décisions de financement approuvées comprennent 499 929 dollars de dons de faible montant pour l'innovation destinés à des projets menés à Antigua-et-Barbuda et en République dominicaine²⁴.

2. Apprentissage et partage

38. L'Accord de Paris accorde une importance sans précédent à l'apprentissage et au partage dans le domaine de l'adaptation, en particulier par les pays en développement parties et avec ceux-ci²⁵. Au cours de la période considérée, un certain nombre d'activités pertinentes ont été mises en œuvre au titre de l'axe apprentissage et partage :

a) Une formation en ligne destinée aux entités d'exécution nationales intéressées par les connaissances et l'apprentissage au sein du Fonds pour l'adaptation, et par la manière d'élaborer des propositions de dons pour l'apprentissage avec le Fonds. Cette formation est disponible en anglais, en espagnol et en français ;

b) Une brochure regroupant les retours d'expérience des entités d'exécution nationales qui ont participé à une manifestation internationale de mise en commun des connaissances, organisée au Sénégal par le Centre de suivi écologique sur le thème de la

²³ Document AFB/EFC.27/Inf.2 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

²⁴ Décisions B.35-36/13 et B.35.a-35.b/72 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

²⁵ Par exemple, par. 7 et 9 de l'article 7 de l'Accord de Paris.

réduction des risques de catastrophe et de la gestion des zones côtières. Cette brochure est disponible en anglais et en français ;

c) Une publication intitulée *Local Leadership in Adaptation Finance*, dans laquelle est présentée une synthèse des mesures et des interventions locales figurant dans le portefeuille du Fonds. Les conclusions de cette publication ont été communiquées à l'occasion de la conférence virtuelle Gobeshona Global Conference, qui a eu lieu en janvier 2021 ;

d) Une foire aux savoirs, tenue dans le cadre d'une manifestation internationale de mise en commun des connaissances organisée par le Centre de suivi écologique sur le thème de la réduction des risques de catastrophe et de la gestion des zones côtières, qui a permis aux entités d'exécution nationales participantes de partager les enseignements tirés de la mise en œuvre de projets financés par le Fonds dans ce domaine ainsi que des informations sur les difficultés rencontrées ;

e) L'approbation par le Conseil des principes d'action locale en matière d'adaptation, présentés au titre de l'action climatique mondiale, qui mettent en évidence l'adhésion du Fonds à ces principes et démontrent sa détermination à soutenir des solutions d'adaptation concrètes mises en place par les parties prenantes locales ;

f) L'examen et l'approbation par le Conseil de deux propositions de dons pour l'apprentissage concernant le Kenya et le Sénégal, entre la première et la deuxième session de sa trente-cinquième réunion et à sa trente-sixième réunion, pour un montant total de 288 393 dollars.

3. Programme de développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique

39. Les activités ci-après ont été menées au cours de la période considérée :

a) Le séminaire annuel sur le développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique destiné aux entités d'exécution nationales accréditées s'est tenu en ligne du 1^{er} au 3 septembre 2020 et a été suivi par 27 des 32 entités accréditées et près de 60 participants au total. Les participants se sont penchés sur les meilleures pratiques en matière de communication sur les réussites, l'expérience tirée des mesures adoptées pour faire face à la pandémie de COVID-19, les meilleures pratiques relatives à la réaccréditation, les informations sur l'extension de projets et les dons pour l'innovation et l'apprentissage, et ont partagé d'autres enseignements par l'intermédiaire de la communauté des entités bénéficiant d'un accès direct (CPDAE) ;

b) Les 11^e et 12^e webinaires sur le développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique destinés aux entités d'exécution nationales accréditées du Fonds ont porté sur la justification de l'adaptation aux changements climatiques pour appuyer l'élaboration de projets et l'évaluation des vulnérabilités au sens large (10 et 11 novembre 2020), et sur la compréhension des critères d'examen des projets et de l'évaluation des vulnérabilités dans le cadre de la préparation des activités de projet (25 mars 2021), respectivement ;

c) Trois dons d'assistance technique d'un montant total de 59 820 dollars ont été approuvés afin d'aider les entités d'exécution nationales du Bénin, de la Côte d'Ivoire et du Mexique à renforcer leur capacité à traiter et gérer les risques environnementaux et sociaux et les aspects concernant l'égalité des genres dans les projets et programmes d'adaptation, ainsi qu'au niveau institutionnel²⁶ ;

d) Le Conseil a approuvé le guichet pour un ensemble de services facilitant l'accès direct au financement, après une première phase pilote entre juin 2018 et octobre 2020²⁷ ;

²⁶ Décisions B.35-36/6, B.35-36/7 et B.35-36/8 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

²⁷ Décision B.36/25 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

e) Le troisième bulletin élaboré par les prestataires d'appui au développement de la capacité d'accès direct et au renforcement des capacités en matière d'adaptation, qui a été préparé en partenariat avec le CRTC et le Comité de Paris, a été publié le 1^{er} septembre 2020 et diffusé ;

f) Un atelier de formation à l'accréditation mondiale s'est tenu en ligne les 3 et 5 novembre 2020 pour débattre de la façon de combler les lacunes en matière d'accès au financement de l'adaptation et pour partager les enseignements tirés de l'expérience du secrétariat du Conseil, du Groupe d'experts de l'accréditation et des entités d'exécution du Fonds ;

g) Une initiative de soutien à la communauté des entités bénéficiant d'un accès direct (CPDAE) a été menée par les entités d'exécution nationales accréditées du Fonds et les entités à accès direct du Fonds vert pour le climat (FVC). Grâce au soutien conjoint du Fonds, du FVC et de l'Agence allemande pour la coopération internationale (le partenaire d'exécution), le Comité de la CPDAE a élaboré une proposition de financement faisant intervenir les ressources du FVC pour mettre en œuvre le plan d'action de la CPDAE. La proposition est en cours d'examen par le FVC ;

h) Le Conseil, conjointement avec l'International Centre for Climate Change and Development, a accueilli la table ronde sur le renforcement des capacités en vue d'améliorer la résilience au niveau local, qui s'est tenue le 4 novembre 2020 dans le cadre de la série d'événements du Comité de Paris intitulée « Capacity-building Momentum for Recovering Better », afin de mettre en lumière le soutien massif apporté aux activités actuellement menées dans le monde entier pour faire évoluer la planète vers un avenir à forte capacité de résilience et à faible émission de carbone ;

i) Le Conseil, en partenariat avec le Centre de suivi écologique, a organisé une manifestation internationale de mise en commun des connaissances, qui s'est tenue en ligne le 30 novembre et les 3 et 10 décembre 2020, afin de renforcer l'apprentissage Sud-Sud et entre pairs sur le thème de la réduction des risques de catastrophe et de la gestion des zones côtières au sein des entités d'exécution nationales accréditées ;

j) Un webinaire régional visant à améliorer l'élaboration de projets et l'accès direct au financement s'est tenu le 13 mai 2021 dans le cadre de la Semaine du climat 2021 en Amérique latine et dans les Caraïbes, organisée au titre de la Convention du 11 au 14 mai 2021 par le Gouvernement dominicain ;

k) Un webinaire régional pour l'Asie-Pacifique et l'Europe orientale consacré au processus d'élaboration, d'examen et d'approbation des projets du Fonds s'est tenu le 29 juin 2021.

4. Égalité des genres et autonomisation des femmes et des filles

40. S'agissant de la parité femmes-hommes au sein du Conseil, il convient de noter que 16 des 31 sièges (un siège est actuellement vacant) sont occupés par des femmes.

41. Le Conseil a approuvé les versions actualisées de la politique relative aux questions de genre et du plan d'action pour l'égalité des sexes du Fonds²⁸ en mars 2021. Les processus participatifs en plusieurs étapes comprenaient un examen indépendant de l'état d'avancement de la mise en œuvre de la politique relative aux questions de genre et du plan d'action pour l'égalité des sexes²⁹, des enquêtes personnalisées auprès de différentes parties prenantes du Fonds (entités d'exécution, membres et membres suppléants du Conseil, secrétariat du Conseil et réseau d'ONG du Fonds) et deux appels publics à commentaires.

42. Afin d'aider les entités d'exécution à renforcer leurs capacités à intégrer les considérations de genre dans les projets et programmes du Fonds, l'octroi de dons d'assistance technique pour des activités relatives aux questions de genre ainsi qu'une formation en ligne sur la prise en compte des problématiques liées à l'environnement, aux

²⁸ Voir <https://www.adaptation-fund.org/document/opg-annex4-gender-policy/>.

²⁹ Document AFB/B.34/Inf.9 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

questions sociales et au genre lors de la conception et de la mise en œuvre des projets et programmes ont été maintenus.

43. Les entités d'exécution ont commencé à utiliser la version actualisée du modèle de rapport sur les résultats des projets du Fonds pour suivre les progrès accomplis en matière de genre et en rendre compte de façon plus systématique, tous les ans. Si le modèle actualisé conserve la présentation de données ventilées par sexe, il accroît la qualité des informations communiquées sur les questions de genre au début des projets, pendant leur exécution et après leur achèvement, et permet de partager de manière détaillée les données d'expérience et les enseignements tirés de la mise en œuvre par les entités d'exécution de mesures tenant compte des questions de genre. Des informations ventilées sont disponibles dans les rapports annuels sur les résultats du Fonds.

44. Le rapport annuel du Fonds sur les résultats de l'exercice 2020³⁰, dans sa section consacrée au genre, fait état d'interventions tenant compte des questions de genre menées dans le cadre de certains projets approuvés au cours de cet exercice³¹.

45. Le Fonds a poursuivi sa collaboration en matière d'égalité des sexes avec d'autres organisations partenaires, notamment des fonds pour le climat, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et le secrétariat de la Convention-cadre sur les changements climatiques (CCNUCC). Un membre du Conseil a participé à la réunion du Comité exécutif de la technologie et a fait part de l'expérience du Fonds en matière d'intégration du genre dans le processus de la CCNUCC ; il a aussi discuté des domaines de synergie et de collaboration avec les responsables de la coordination des questions de genre des organes constitués de la CCNUCC.

5. Dialogue avec la société civile

46. Les séances de dialogue entre le Conseil et les organisations de la société civile se sont poursuivies régulièrement, au titre du point permanent inscrit à l'ordre du jour du Conseil depuis sa douzième réunion, ce qui a permis au Conseil d'écouter les propositions de ces organisations, de recueillir leurs observations sur les questions inscrites à son ordre du jour et de procéder à des échanges de vues. Il est souligné, dans la stratégie à moyen terme, que la société civile contribue aux activités du Fonds de diverses manières, par exemple en prenant part à la mobilisation de ressources, en communiquant des mises à jour en temps réel sur les projets soutenus ainsi que des évaluations les concernant, en recueillant les commentaires des bénéficiaires visés et en participant à la gestion intégrée des connaissances. Il y est précisé que, bien que les pratiques actuelles soient raisonnablement efficaces s'agissant de la transparence et même des explications données aux organisations de la société civile, on peut encore améliorer les choses, et que le Conseil a l'intention de travailler avec le réseau d'ONG du Fonds pour l'adaptation afin d'étudier les modalités d'une collaboration encore plus étroite au cours de la période 2018-2022.

47. À sa trente-sixième réunion, le Conseil a examiné les résultats du premier cycle d'une enquête sur les recommandations relatives à ses relations avec la société civile, présentées par le réseau. Il a décidé de poursuivre la discussion à ce sujet et de réaliser un deuxième cycle d'enquête auprès de ses membres et membres suppléants, ainsi qu'une étude sur la nécessité d'adopter une politique sur la collaboration de la société civile avec le Fonds³².

L. Mesures prises face à la pandémie de COVID-19

48. Alors que la pandémie de COVID-19 perdure, le Fonds continue de relever les défis qui en découlent, notamment s'agissant de la mise en œuvre des projets, de l'adoption de

³⁰ Document AFB/EFC.26.b/ 3 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

³¹ Deux exemples figurent à l'annexe V. On trouvera d'autres exemples et enseignements dans le rapport annuel sur les résultats pour 2020 et dans le document du Fonds d'adaptation intitulé *Assessing Progress: Integrating Gender in Adaptation Fund Projects and Programme* (Washington, 2020), disponible à l'adresse <https://www.adaptation-fund.org/document/assessing-progress-integrating-gender-in-adaptation-fund-projects-and-programmes>.

³² Décision B.36/44 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

nouveaux programmes et de l'organisation des réunions en présentiel du Conseil et de ses Comités et autres activités.

49. Afin de continuer de fournir un appui aux pays en développement malgré les problèmes entraînés par la pandémie et les restrictions imposées par les pays, le Conseil et ses comités ont organisé leurs travaux et les ont menés sous forme virtuelle ainsi que pendant la période intersessions, notamment :

a) L'examen des propositions de projets et de programmes pendant la période intersessions, y compris les propositions qui ne peuvent habituellement pas prétendre à être approuvées entre les sessions, telles que celles soumises pour la première fois et les propositions de dons de faible montant, qui a permis l'approbation de six nouveaux projets pour un montant total de 31 millions de dollars, parmi lesquels trois projets d'accès direct, deux projets de Parties financées pour la première fois (Cameroun et Libéria), un don de faible montant pour l'innovation et un don pour l'apprentissage, ainsi que l'examen de six propositions complètes au cours du cycle d'examen intersessions des projets entre les trente-sixième et trente-septième réunions du Conseil ;

b) L'approbation par le Conseil de son budget d'administration, de celui de son secrétariat et de celui de l'administrateur pour l'exercice 2022, du budget du TERG et de celui de son secrétariat pour l'exercice 2022-2023, ainsi que du plan de travail du secrétariat du Conseil à sa trente-sixième réunion ;

50. Dans le cadre de sa procédure type d'approbation en continu de mesures relatives aux projets ou programmes (telles que les modifications notables ou les demandes de prolongation sans coûts supplémentaires), le Conseil a approuvé 12 reports sans coûts supplémentaires de la date d'achèvement de projets, ce qui a permis aux pays et aux entités de disposer de plus de temps pour terminer les activités ; trois demandes de modifications notables de projets ; et deux demandes de fourniture de services d'appui direct aux projets par les entités d'exécution.

51. Compte tenu des incertitudes pesant sur l'exécution des projets et des contraintes imposées par la pandémie de COVID-19, qui sont également attestées par une enquête menée en juin 2020, et afin de permettre aux entités d'exécution de poursuivre la mise en œuvre des projets et des programmes, le Conseil a approuvé, à la deuxième session de sa trente-cinquième réunion, un ensemble de mesures visant à aider les pays et les entités d'exécution à atténuer les effets de la pandémie et à réduire au maximum les problèmes causés, notamment :

a) En offrant un report sans coûts supplémentaires des dates d'achèvement pouvant aller jusqu'à douze mois pour les projets et programmes d'adaptation concrets qui ont pris du retard en raison de la pandémie et qui doivent être achevés dans les vingt-quatre prochains mois ;

b) En assouplissant les procédures en matière de modifications notables pour permettre une réaffectation budgétaire pouvant aller jusqu'à 20 % du budget total du projet afin de couvrir les coûts liés à la pandémie de COVID-19 ;

c) En encourageant les pays à prendre en compte un degré de résilience plus élevé dans les futurs programmes du Fonds ;

d) En permettant aux entités d'exécution de mettre en œuvre certaines activités de projet sous forme virtuelle, dans la mesure du possible, notamment les réunions de lancement, les activités de supervision et les consultations des partenaires.

52. Au titre de ces dispositions provisoires, le secrétariat du Conseil, dans le cadre de sa procédure d'approbation continue, a approuvé un total de 13 demandes de reports sans coûts supplémentaires de la date d'achèvement de projets en raison de la pandémie de COVID-19.

53. Malgré les difficultés liées à la pandémie, le réseau des entités d'exécution du Fonds s'est développé : leur nombre est passé à 54, dont 8 ont été réaccréditées auprès du Fonds au cours de la période considérée.

54. En ce qui concerne les missions de suivi de projet et d'apprentissage, en septembre 2020, le Fonds a mené avec succès sa première mission virtuelle de suivi de projet, qui portait sur un projet financé mené au Costa Rica en partenariat avec Fundecooperación, son entité d'exécution nationale spécialisée dans le développement durable. Il étudie la possibilité d'effectuer de nouvelles missions virtuelles de suivi des projets ainsi qu'une mission en présentiel, si cela est possible, auprès d'autres entités d'exécution³³.

55. Alors que les risques liés à la pandémie de COVID-19 et aux effets de celle-ci touchent les communautés vulnérables aux changements climatiques et compromettent la mise en œuvre des projets, on observe une demande croissante d'apprentissage et de partage, d'innovation et de généralisation des solutions efficaces pour accroître la résilience dans le cadre du Fonds, ce qui rend la stratégie à moyen terme encore plus pertinente.

56. De nombreux projets ont été en mesure de s'adapter de manière innovante à la pandémie, par exemple : en Inde, des groupes d'entraide de femmes soutenus par le Fonds ont fabriqué des milliers de masques pour les villages isolés ; en République démocratique populaire lao, des établissements informels ont bénéficié d'un accès direct à l'eau afin d'améliorer l'assainissement ; et au Ghana, des agriculteurs ont pu continuer à fournir de la nourriture à leurs communautés en quarantaine³⁴. Le Fonds recense actuellement les projets dont les expériences d'apprentissage acquises dans le contexte de la pandémie de COVID-19 peuvent être rassemblées dans des supports de connaissances.

M. Évaluation du Fonds pour l'adaptation

57. La période couverte par le rapport correspond à la deuxième année d'existence du TERG. Le premier président du TERG a quitté ses fonctions à la fin de l'exercice 2020 et un président par intérim a été sélectionné parmi les membres du TERG en poste. Avec l'aide du secrétariat du TERG, le groupe de travail du TERG chargé du recrutement a mené à bien le processus de sélection d'un nouveau Président. Une Présidente a été nommée en novembre 2020.

1. Application de la stratégie et du programme de travail du Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation du Fonds pour l'adaptation

58. Au cours de la période considérée, le TERG a progressé dans trois domaines : l'examen et la révision du cadre d'évaluation du Fonds, la synthèse des évaluations finales du Fonds et l'examen à mi-parcours de la Stratégie à moyen terme.

59. L'examen et la révision du cadre d'évaluation ont pour objectif 1) de proposer des révisions à apporter au cadre après en avoir déterminé la nature et 2) d'élaborer un projet de cadre pour le Fonds qui sera présenté au Comité de l'éthique et des finances, pour examen, avant d'être soumis à l'approbation du Conseil du Fonds pour l'adaptation. Au cours d'une phase de lancement pendant laquelle un examen sur dossier approfondi et des entretiens avec des pairs des organisations concernées ont été réalisés, un rapport initial a été élaboré en vue d'étayer les travaux de révision. Un rapport sur l'état d'avancement des travaux a été présenté au Comité de l'éthique et des finances à sa vingt-septième réunion³⁵. L'analyse du TERG a permis de conclure qu'il convenait de privilégier l'option d'un nouvel instrument d'évaluation, qui servirait de cadre centralisateur en orientant et en regroupant tous les travaux d'évaluation effectués au titre du Fonds. À sa trente-sixième réunion, le Conseil a demandé au TERG d'élaborer, en concertation avec le secrétariat, un projet de politique d'évaluation pour le Fonds qui remplacerait le cadre d'évaluation actuel et qui serait présenté au Comité de l'éthique et des finances à sa vingt-huitième réunion³⁶.

³³ Pour plus d'informations, voir <https://www.adaptation-fund.org/adaptation-funds-first-virtual-project-visit-a-success/>.

³⁴ D'autres exemples sont disponibles sur le site Web du Fonds : <https://www.adaptation-fund.org/adaptation-fund-projects-build-climate-resilience-while-promoting-sustainable-development/>.

³⁵ Document AFB/EFC.27/7 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

³⁶ Décision B.36/32 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

60. Le TERG a également achevé la première synthèse des évaluations finales du Fonds, dans le cadre de laquelle il a formulé cinq recommandations pour le groupe de 17 rapports d'évaluation analysés et qui a été présentée au Comité de l'éthique et des finances à sa vingt-septième réunion³⁷. Le Conseil a pris note du résumé de la synthèse et a demandé à son secrétariat et au TERG de prendre en compte les cinq recommandations lors de la mise à jour des cadres/politiques, des directives et des modèles pertinents, et au moment de planifier les évaluations et de leur donner suite³⁸.

61. L'examen à mi-parcours de la stratégie à moyen terme permet de déterminer dans quelle mesure celle-ci est adaptée aussi bien à l'objectif visé, compte tenu du mandat du Fonds, qu'au contexte actuel et futur du financement de l'action climatique. Il permet de suivre l'application et l'état d'avancement de la stratégie, afin d'élaborer des recommandations pour la période d'application restante ainsi que pour la définition de la prochaine stratégie. Une mise à jour et des résultats préliminaires ont été présentés au Comité de l'éthique et des finances à sa vingt-septième réunion³⁹. Le rapport final sera présenté à ce comité à sa vingt-huitième réunion.

62. Dans le cadre du processus d'apprentissage mutuel permanent entre le TERG et les principaux partenaires du Fonds (entités de réalisation et d'exécution, etc.), une première consultation a été organisée avec le réseau des ONG du Fonds en novembre 2020, suivie d'une consultation de plus grande ampleur avec les principaux partenaires.

63. À la vingt-septième réunion du Comité de l'éthique et des finances, le TERG a présenté le concept de groupes consultatifs chargés de favoriser la participation de l'ensemble des partenaires du Fonds aux éléments de travail du TERG. Un groupe consultatif s'est réuni pour la première fois en ligne le 18 juin 2021 sur la question de la politique d'évaluation.

2. Budget du Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation

64. Le Conseil a approuvé le projet de budget révisé de 1 300 829 dollars pour couvrir les coûts de fonctionnement du TERG et de son secrétariat pour l'exercice 2022, ainsi que le projet de budget de 1 293 049 dollars pour couvrir ces coûts pour l'exercice 2023⁴⁰.

N. Participation aux réunions et aux événements

65. En plus des réunions du Conseil, des réunions du Groupe d'experts de l'accréditation ainsi que des événements liés au développement de la capacité organisés par le Conseil et son secrétariat, le secrétariat du Fonds a organisé, pour mettre en valeur son expérience tout en s'acquittant de ses tâches, d'autres événements en ligne tels qu'une visite virtuelle des sites de projets au Costa Rica. Le Conseil, son secrétariat et le TERG ont également participé à d'autres réunions et événements pertinents, dont la liste figure à l'annexe IV.

IV. Appui apporté au Conseil du Fonds pour l'adaptation pour l'exécution de son mandat

66. À sa cinquième session, la CMP a encouragé les Parties visées à l'annexe I de la Convention et les organisations internationales à alimenter le Fonds pour l'adaptation en versant des contributions qui s'ajouteront à la part des fonds provenant des activités de projet prises en compte au titre du mécanisme pour un développement propre⁴¹. À sa septième session, la CMP a continué d'encourager les Parties visées à l'annexe I et les organisations internationales à alimenter le Fonds pour l'adaptation⁴².

³⁷ Document AFB/EFC.27/8 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

³⁸ Décision B.36/33 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

³⁹ Document AFB/EFC.27/Inf.2 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁴⁰ Décision B.36/31 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁴¹ Décision 4/CMP.5, par. 9.

⁴² Décision 6/CMP.7, par. 5.

67. Au cours de la période couverte par le rapport, le Conseil a mobilisé des ressources et reçu un soutien pour l'exécution de son mandat, conformément à sa stratégie de mobilisation des ressources 2017-2020 (approuvée en octobre 2016)⁴³ et à son plan d'action pour la mobilisation de ressources (approuvé en mars 2017)⁴⁴.

68. Pour l'exercice 2020-2021 en cours, afin de répondre à la hausse des besoins en matière de ressources, le Conseil, à la seconde session de sa trente-cinquième réunion, a approuvé un nouvel objectif de mobilisation de ressources de 120 millions de dollars par an, étant entendu que cette cible était indicative et que la mobilisation d'un montant supérieur serait accueillie avec satisfaction⁴⁵.

69. En décembre 2020, à l'occasion du Dialogue des donateurs sur l'ambition dans le cadre du financement de l'adaptation, événement qu'il a organisé en ligne et qui coïncidait avec le cinquième anniversaire de la signature de l'Accord de Paris et le Sommet sur l'ambition climatique 2020, le Fonds a mobilisé de nouvelles contributions d'un montant total de 116 millions de dollars pour 2020, grâce aux contributions annoncées par l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie et la Suède, ainsi que la Belgique (région de Bruxelles-Capitale et Wallonie). Le montant total, proche de l'objectif fixé, représente un effort remarquable si l'on tient compte du fait que l'année a été marquée par des difficultés économiques en raison de la pandémie de COVID-19.

70. Outre les contributions au fonds d'affectation spéciale du Fonds, la Commission européenne a fourni un soutien au Conseil pour la mise en œuvre de son mandat relatif au financement direct d'un programme approuvé par le Conseil dans le cadre du mécanisme d'innovation (plateforme PNUD-Fonds pour l'adaptation de regroupement des petites subventions pour l'innovation), sous la forme d'un arrangement contractuel entre la Commission européenne et le PNUD, lequel est arrivé à terme en décembre 2020.

71. En janvier 2021, en tant que nouveau donateur, le Qatar, par l'intermédiaire du Fonds qatarien pour le développement (QFFD), est devenu la première Partie non visée à l'annexe I à apporter un appui financier au Fonds. La liste complète des donateurs du Fonds pour l'adaptation et de leurs contributions figure à l'annexe X, dans la section intitulée « Donations ».

72. À sa trente-sixième réunion, le Conseil a fait le point sur les activités de mobilisation des ressources effectuées pendant la période 2017-2020⁴⁶ et a décidé de charger son secrétariat de préparer, en concertation avec le Groupe de travail sur la mobilisation des ressources, un projet de stratégie de mobilisation des ressources pour la période 2021-2024 et un projet de plan d'action en faveur de la mobilisation des ressources, et de les soumettre au Conseil pour examen à sa trente-septième réunion⁴⁷.

73. Conformément à la décision du Conseil⁴⁸ de mettre en évidence, dans les activités de communication et de sensibilisation qu'il mène, la façon dont les besoins de financement de l'adaptation ont augmenté à l'échelle mondiale en fonction des priorités stratégiques du Fonds ainsi qu'en raison des incidences de la pandémie de COVID-19, le Fonds a été représenté à la réunion ministérielle sur le climat et le développement qui a été organisée le 31 mars 2021 par la présidence entrante de la vingt-sixième session de la COP, et les participants ont décidé qu'il convenait d'augmenter de toute urgence le financement de l'adaptation et de la résilience, l'utilisation des modalités d'accès direct, ainsi que la part du financement qui atteint le niveau local, afin de donner aux pays et communautés les plus vulnérables les moyens d'agir.

74. Le Conseil a pris d'autres mesures dans le domaine des contributions provenant de sources autres que les fonds publics, telles que les fondations, les organismes caritatifs, les organisations à but non lucratif, les particuliers et les entreprises du secteur privé. Sur la base d'une recommandation de son Groupe de travail sur la mobilisation des ressources, il a

⁴³ Décision B.28/44 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁴⁴ Décision B.29/41 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁴⁵ Décision B.35.b/22 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁴⁶ Document AFB/EFC.27/10 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁴⁷ Décision B.36/36 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁴⁸ Décision B.35.b/22 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

examiné et approuvé en décembre 2020, pendant la période intersessions, les étapes de la procédure qui doit être suivie pour recevoir des contributions de sources autres que les fonds publics⁴⁹. Parmi ces contributions figurent celles reçues par l'intermédiaire du lien de don en ligne créé en 2012 par la Fondation pour les Nations Unies⁵⁰. Le Fonds a également fait valoir périodiquement que le secteur privé et les particuliers pouvaient utiliser cet outil pour faire des dons à son fonds d'affectation spéciale.

75. Signe que le Fonds est résolu à s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées en répondant à la demande croissante de mesures d'adaptation concrètes dans les pays en développement, le Conseil a décidé de faire passer de 10 à 20 millions de dollars le plafond par pays pour tous les pays en développement parties pouvant prétendre aux financements du Fonds, de manière qu'ils puissent tous prétendre à une aide financière maximale de 20 millions de dollars du Fonds pour l'adaptation⁵¹. Il a décidé également d'autoriser l'accréditation d'un maximum de deux entités d'exécution nationales par pays et d'encourager vivement les pays à utiliser le mécanisme d'accès direct aux financements du Fonds⁵².

76. Le Fonds prend en outre des mesures pour informer rapidement les donateurs existants et potentiels des possibilités de fournir un soutien au Conseil pour l'exécution de son mandat lorsqu'elles se présentent, y compris le Dialogue des donateurs de 2021, qui sera organisé en marge de la vingt-sixième session de la COP.

V. Fonds pour l'adaptation et Accord de Paris

77. Le Fonds a commencé à concourir à l'application de l'Accord de Paris en suivant les directives de la CMA et en rendant compte à celle-ci pour toutes questions relatives à l'Accord de Paris, le 1^{er} janvier 2019 et concourra exclusivement à l'application de l'Accord de Paris une fois que la part des fonds visée au paragraphe 4 de l'article 6 de l'Accord de Paris sera disponible⁵³. Pour ce qui est des sources de financement, la CMP, à sa quatorzième session, et la CMA, à sa première session, ont décidé que le Fonds continuerait de recevoir la part des fonds éventuellement disponible au titre des activités visées aux articles 6, 12 et 17 du Protocole de Kyoto, et qu'il serait financé au moyen de la part des fonds provenant du mécanisme établi par le paragraphe 4 de l'article 6 de l'Accord de Paris et de diverses sources volontaires publiques et privées⁵⁴.

78. En ce qui concerne la question de la composition du Conseil, la CMA, à sa première session, a invité la CMP à faire en sorte que les pays en développement parties et les pays développés parties qui sont parties à l'Accord de Paris puissent être élus membres du Conseil du Fonds pour l'adaptation, et la CMP, à sa quatorzième session, prenant note de cette décision, a demandé à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre d'examiner la question de l'éligibilité des membres du Conseil à sa cinquantième session, et d'adresser une recommandation à la CMP à sa quinzième session⁵⁵. À ses cinquantième et cinquante et unième sessions, le SBI a examiné cette question, mais n'a pas été en mesure d'en achever l'examen⁵⁶. À sa cinquante et unième session, le SBI a décidé de poursuivre l'examen de la question à sa cinquante-deuxième session⁵⁷, laquelle a été reportée à 2021 en raison de la

⁴⁹ Décision B.35-36/9 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁵⁰ <https://www.adaptation-fund.org/donate/>.

⁵¹ Décision B.36/41 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁵² Décision B.36/42 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁵³ En application de la décision 13/CMA.1, par. 1 et 3, et de la décision 1/CMP.14, par. 1 et 2.

⁵⁴ Décision 13/CMA.1, par. 2 et 5, et décision 1/CMP.14, par. 3.

⁵⁵ Décision 13/CMA.1, par. 4, et décision 1/CMP.14, par. 5.

⁵⁶ FCCC/SBI/2019/9, par. 85.

⁵⁷ FCCC/SBI/2019/20, par. 74.

pandémie. La question de la composition du Conseil n'a pas été examinée par le SBI lors de la première partie de sa session de 2021⁵⁸ et devrait donc l'être lors d'une session ultérieure⁵⁹.

79. Le Conseil a rendu compte à la CMP et à la CMA, dans ses rapports de 2019 et 2020, de son examen des questions liées aux tâches qui lui avaient été confiées au paragraphe 6 de la décision 1/CMP.14, y compris les dispositions du Fonds concernant l'Accord de Paris ; le règlement intérieur du Conseil ; toute autre question pertinente dans le but de s'assurer que le Fonds concourt efficacement à l'application de l'Accord de Paris ; et les incidences pouvant découler du fait que le Fonds pour l'adaptation reçoive la part des fonds provenant des activités visées aux articles 6, 12 et 17 du Protocole de Kyoto lorsqu'il concourt à l'application de l'Accord de Paris⁶⁰.

80. Le Conseil a invité la CMP et la CMA à fournir des orientations supplémentaires sur la question des Parties pouvant prétendre à recevoir un financement du Fonds dans les rapports qu'il leur a soumis en 2019 et en 2020⁶¹. La question des Parties pouvant prétendre à un financement du Fonds est liée aux dispositions des paragraphes 5 et 10 des priorités, politiques et modalités stratégiques du Fonds, qui renvoient au paragraphe 1 de la décision 1/CMP.3, lequel prévoit que les pays en développement parties au Protocole de Kyoto qui sont particulièrement exposés aux effets néfastes des changements climatiques peuvent prétendre à recevoir un financement du Fonds afin de faire face aux dépenses liées à l'adaptation. Le secrétariat du Conseil a reçu une lettre officielle dans laquelle une Partie à la Convention qui avait signé l'Accord de Paris mais n'y était pas encore partie exprimait son souhait de pouvoir bénéficier d'un financement du Fonds et communiquait le nom d'une autorité désignée. Il avait été estimé que ce pays ne pouvait pas recevoir de financement du Fonds, car à la date de réception de la lettre, il n'était pas Partie au Protocole de Kyoto.

81. Le Conseil a noté que des questions avaient été soulevées quant à savoir si ce pays pourrait prétendre à un financement du Fonds lorsqu'il aurait achevé le processus de ratification et serait devenu partie à l'Accord de Paris. Au cours de la période couverte par le rapport précédent, une Partie avait dit souhaiter avoir accès aux ressources du Fonds, mais il avait été estimé qu'elle ne pouvait prétendre à un financement car elle était partie à l'Accord de Paris mais pas au Protocole de Kyoto. En conséquence, le Conseil a, dans le présent rapport, invité de nouveau la CMP et la CMA à fournir des orientations ou des précisions sur la question des Parties pouvant prétendre à un financement du Fonds, à laquelle se rapporte le paragraphe 1 de la décision 1/CMP.3 et dont il est fait état aux paragraphes 5 et 10 des priorités, politiques et modalités stratégiques du Fonds, adoptées par la CMP à sa quatrième session.

82. En ce qui concerne le fait que le Fonds concoure à l'application de l'Accord de Paris sur la base de la vision stratégique du Conseil telle qu'elle est énoncée dans les priorités, politiques et modalités stratégiques du Fonds, l'examen à mi-parcours a permis au TERG de constater que la stratégie tenait compte de l'ambition et de l'urgence requises par l'Accord de Paris et contribuait à préciser le rôle du Fonds et à asseoir sa réputation au sein de la communauté du financement climatique en tant que mécanisme rapide, souple, stimulant et innovant⁶². Le rapport final sera présenté au Comité de l'éthique et des finances à sa vingt-huitième réunion.

⁵⁸ Note informelle des cofacilitateurs relative au quatrième examen du Fonds, disponible à l'adresse suivante : <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/IN.SBI2021.i14b.3.pdf>.

⁵⁹ Note de la Présidente du SBI (7 mai 2021), disponible à l'adresse suivante : https://unfccc.int/sites/default/files/resource/2021_sbi_scenario_note.pdf.

⁶⁰ Voir les documents FCCC/KP/CMP/2019/4/Add.1-FCCC/PA/CMA/2019/2/Add.1, sect. XII et XIII, et FCCC/KP/CMP/2020/2-FCCC/PA/CMA/2020/2, annexe IX.

⁶¹ Voir les documents FCCC/KP/CMP/2019/4/Add.1-FCCC/PA/CMA/2019/2/Add.1, sect. XII et XIII, et FCCC/KP/CMP/2020/2-FCCC/PA/CMA/2020/2, par. 5 et annexe IX.

⁶² Document AFB/EFC.27/Inf.2 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

VI. Liens opérationnels et relations entre le Fonds pour l'adaptation et d'autres institutions relevant de la Convention

83. Le Conseil a pris des mesures en vue de promouvoir les relations avec d'autres organes relevant de la Convention, tels que le Comité de l'adaptation, le Centre-Réseau des technologies climatiques, le Fonds vert pour le climat (FVC), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Comité de Paris sur le renforcement des capacités et le Comité permanent du financement⁶³.

84. Aux côtés d'autres fonds multilatéraux axés sur le climat (FVC, FEM et Fonds d'investissement climatiques), le Fonds a participé au quatrième dialogue annuel avec les mécanismes de financement de l'action climatique qui s'est tenu en ligne le 23 novembre 2020. Au cours du dialogue, les fonds ont échangé des vues sur les interventions qu'ils ont menées en relation avec la pandémie de COVID-19, ainsi que sur les enseignements tirés du soutien qu'ils ont apporté aux pays en développement confrontés aux défis supplémentaires liés à la pandémie. Ils ont également dressé un bilan des progrès réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des six activités définies dans la feuille de route pour la collaboration des fonds pour l'action climatique qui a été élaborée lors du troisième dialogue annuel avec les mécanismes de financement de l'action climatique, tenu en 2019. En outre, afin de renforcer leur complémentarité et leur cohérence, les secrétariats de tous les fonds sont convenus d'un plan commun de sensibilisation et de communication en prévision de la vingt-sixième session de la COP, qui vise notamment à assurer un équilibre financier entre les mesures d'adaptation et d'atténuation ; à réduire l'écart financier concernant les besoins des pays ; et à définir un projet de reprise verte et résiliente. Une communication a été publiée conjointement par les quatre fonds pour l'action climatique.

85. Le Fonds pour l'adaptation et le Fonds vert pour le climat ont poursuivi leur collaboration, qui avait été amorcée à la vingt-cinquième session de la COP, dans le cadre de leur soutien conjoint à la communauté des entités bénéficiant de l'accès direct (CPDAE). Tout au long de l'année 2020, les deux secrétariats ont organisé de nombreuses réunions spéciales avec le Comité de la CPDAE en vue de déterminer les moyens de mobiliser des fonds pour le plan d'action de la CPDAE, y compris l'élaboration d'une proposition de financement à soumettre au FVC. Le Fonds pour l'adaptation soutient également l'application du plan d'action en prenant à sa charge l'embauche d'une personne de soutien à temps partiel pour la Présidente et le Comité du CPDAE, en tenant à jour une page Web sur le site du Fonds, sur laquelle du contenu relatif à la CPDAE et d'autres outils en ligne sont provisoirement hébergés, et en soutenant l'élaboration de la stratégie de communication de la CPDAE et d'autres supports de communication.

86. Afin d'augmenter le plus possible ses répercussions et de favoriser la résilience à long terme des pays en développement, le Fonds a élaboré, en collaboration avec le FVC, un cadre pilote dans le but de donner plus d'ampleur aux projets et programmes communs aux deux fonds, par exemple, l'extension des projets du Fonds pour l'adaptation grâce aux ressources du FVC. Ce cadre a pour objectif : 1) d'expliquer ce que signifie l'extension conformément au processus de programmation et d'approbation des projets du FVC (y compris le processus d'approbation des projets et le processus d'approbation simplifié) et de contribuer à établir le principe d'une méthode de référence, y compris les synergies avec le Fonds et d'autres fonds pour l'action climatique, le cas échéant, au sein de la structure opérationnelle du FVC ; 2) d'établir une méthode pour déterminer les projets susceptibles d'être transposés à une plus grande échelle grâce à des ressources supplémentaires ; 3) de déterminer les mesures d'incitation et les avantages pour les pays et leurs autorités désignées, pour les autorités nationales désignées, ainsi que pour les entités d'exécution et les entités accréditées par le FVC, afin de poursuivre l'extension des projets du Fonds couronnés de succès, par l'intermédiaire du FVC ; et 4) de définir le processus et les étapes permettant de concrétiser l'extension des projets auxquels cette méthode est appliquée.

⁶³ En application de la décision 2/CMP.10, par. 6, et de la décision 2/CMP.14, par. 8.

87. Mettant à profit les liens opérationnels qui les lient, les deux fonds ont poursuivi leur collaboration dans le domaine de l'accréditation afin d'étudier les possibilités de complémentarité dans le cadre du traitement accéléré des entités candidates déjà accréditées ou réaccréditées auprès de l'autre fonds. Le secrétariat du Fonds continuera d'échanger des vues avec le FVC sur la méthode utilisée pour le processus de réaccréditation actuellement appliqué par le FVC et la portée de ce processus⁶⁴, afin de déterminer la voie à suivre pour arriver à des conclusions concernant l'évaluation des différences de politiques et la compatibilité des deux fonds.

88. Par l'intermédiaire de son secrétariat, le Conseil a collaboré avec le FVC sur son projet pilote d'accès direct facilité lors d'un événement axé sur l'action climatique menée à l'échelle locale.

89. À sa trente-sixième réunion, le Conseil a pris acte des efforts qu'il déploie en vue d'améliorer la complémentarité entre le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'adaptation et a demandé à la Présidente et au Vice-Président de continuer de collaborer avec le Conseil du FVC, avec l'assistance du secrétariat, afin d'explorer plus avant la complémentarité et la cohérence entre les deux Fonds et de prendre des mesures concrètes pour mieux définir les options de collaboration décrites dans le document GCF/B.22/09 et son annexe I. Il a également demandé à son secrétariat de poursuivre ses délibérations avec le secrétariat du Fonds vert en vue de promouvoir les activités de collaboration définies lors du Dialogue annuel de novembre 2020 et de poursuivre la mise en œuvre des six activités énoncées dans la feuille de route de 2019⁶⁵.

90. Le secrétariat du Fonds a participé en qualité d'observateur aux vingt-sixième, vingt-septième, vingt-huitième et vingt-neuvième réunions du Conseil du FVC, qui se sont tenues en ligne du 18 au 21 août 2020, du 9 au 13 novembre 2020, du 16 au 19 mars 2021 et du 28 juin au 1^{er} juillet 2021, respectivement.

91. Le secrétariat du Conseil est hébergé par le secrétariat du FEM, qui favorise l'échange d'informations et de connaissances et fournit un appui interorganisations, si nécessaire. Le secrétariat du Conseil a participé en qualité d'observateur aux cinquante-neuvième et soixantième réunions du Conseil du FEM, qui se sont tenues en ligne du 7 au 11 décembre 2020 et du 14 au 18 juin 2021, respectivement, ainsi qu'à la première réunion, tenue en ligne, de la Caisse du FEM. Le secrétariat du Fonds pour l'adaptation a également fait part de son point de vue lors des consultations tenues en ligne par le FEM avec la société civile en mai 2021 sur le soutien du Fonds pour l'adaptation à la société civile et aux communautés locales. Le Directeur général et Président du FEM, Carlos Manuel Rodríguez, s'est adressé au Conseil à sa trente-sixième réunion et a amorcé un dialogue avec celui-ci, notamment sur la manière de renforcer la complémentarité et la cohérence entre le Fonds pour l'adaptation et le FEM⁶⁶.

92. Dans le cadre de sa collaboration avec les organes subsidiaires de la Convention, le secrétariat a participé, en tant qu'intervenant, à la première partie d'un atelier de travail de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture sur la gestion durable des terres et de l'eau, y compris les stratégies de gestion intégrée des bassins hydrographiques, pour assurer la sécurité alimentaire, qui s'est tenu en ligne dans le cadre de la première partie des sessions de 2021 des organes subsidiaires. Le secrétariat a présenté un exposé, lors duquel il a fourni des données actualisées sur les travaux du Fonds liés à la gestion durable des terres et de l'eau, y compris les stratégies de gestion intégrée des bassins hydrographiques, pour assurer la sécurité alimentaire.

⁶⁴ Documents GCF/B.24/06 et GCF/B.28/12, du Conseil du Fonds vert pour le climat.

⁶⁵ Décision B.36/40 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁶⁶ Pour un résumé des débats, voir le document AFB/B.36/10.

Annexe I

[Anglais seulement]

Adaptation Fund Board members and alternate members as at 30 June 2021

<i>Term of office^a</i>	<i>Position</i>	<i>Name</i>	<i>Party</i>	<i>Constituency</i>
March 2019– March 2022 (elected at CMP 14) ^b	Member	Ibila Djibril	Benin	African States
	Alternate	Mohamed Zmerli	Tunisia	African States
	Member	Albara Tawfiq	Saudi Arabia	Asia-Pacific States
	Alternate	Ahmed Waheed	Maldives	Asia-Pacific States
	Member	Umayra Tagiyeva	Azerbaijan	Eastern European States
	Alternate	Monika Antosik	Poland	Eastern European States
	Member	Victor Viñas	Dominican Republic	Latin American and Caribbean States
	Alternate	Yadira Gonzales Columbié	Cuba	Latin American and Caribbean States
	Member	Eleonora Cogo	Italy	Western European and other States
	Alternate	(vacant)	–	Western European and other States
	Member	Nilesh Prakash	Fiji	SIDS
	Alternate	Paul Phillip	Grenada	SIDS
	Member	Mattias Broman	Sweden	Annex I Parties
	Alternate	Marc-Antoine Martin	France	Annex I Parties
	Member	Lucas di Pietro Paolo	Argentina	Non-Annex I Parties
	Alternate	Evans Njewa	Malawi	Non-Annex I Parties
March 2020– March 2023 (elected at CMP 15)	Member	Patience Dampney	Ghana	African States
	Alternate	Fatou Ndeye Gaye	Gambia	African States
	Member	Ji Young Choi	Republic of Korea	Asia-Pacific States
	Alternate	Sheyda Nematollahi Sarvestani	Iran (Islamic Republic of)	Asia-Pacific States
	Member	Ala Druta	Republic of Moldova	Eastern European States
	Alternate	Aram Ter-Zakaryan	Armenia	Eastern European States
	Member	Margarita Caso Chávez	Mexico	Latin American and Caribbean States
	Alternate	Mariana Kasprzyk	Uruguay	Latin American and Caribbean States
	Member	Claudia Keller	Germany	Western European and other States

<i>Term of office^a</i>	<i>Position</i>	<i>Name</i>	<i>Party</i>	<i>Constituency</i>
	Alternate	Susana Castro-Acuña Baixauli	Spain	Western European and other States
	Member	Idy Niang	Senegal	LDCs
	Alternate	Tshering Tashi	Bhutan	LDCs
	Member	Sylviane Bilgischer	Belgium	Annex I Parties
	Alternate	Antonia Flück	Switzerland	Annex I Parties
	Member	Ali Waqas Malik	Pakistan	Non-Annex I Parties
	Alternate	Naima Oumoussa	Morocco	Non-Annex I Parties

^a Members and alternate members serve for a term of two years and are eligible to serve a maximum of two consecutive terms (see decision 1/CMP.3). Terms as members do not count towards terms as alternate members, and vice versa (see decision 1/CMP.4).

^b The term of office of a member or an alternate will start at the first AFB meeting in the calendar year following their election and end immediately before the first AFB meeting in the calendar year in which the term ends (see decision 4/CMP.5).

Annexe II

[Anglais seulement]

Approved and actual budget for fiscal year 2021 and approved budget for fiscal year 2022 for the Adaptation Fund Board, its secretariat and the trustee, and for fiscal years 2022–2023 for the Technical Evaluation Reference Group of the Adaptation Fund and its secretariat

<i>Budget item</i>	<i>Approved 2021 fiscal year (USD)</i>	<i>Actual 2021 fiscal year (USD)</i>	<i>Approved 2022 fiscal year (USD)</i>	<i>Approved 2023 fiscal year (USD)</i>
AFB and its secretariat				
Personnel	3 247 224	2 934 717	4 111 220	
Travel	492 000	(10 068)	456 000	
General operations	479 700	333 289	508 875	
Meetings	247 362	124 140	236 980	
Subtotal secretariat administrative services (a)	4 466 286	3 382 078	5 313 075	
Accreditation (b)	548 250	422 225	608 550	
Readiness Programme for Climate Finance (c)	652 960	84 098	756 950	
Subtotal secretariat (a)+(b)+(c)	5 667 496	3 888 401	6 678 575	
Evaluation function				
Personnel	350 929	422 195	408 083	414 197
Travel	130 779	0	134 702	138 744
General operations	113 320	49 429	136 327	126 564
Meetings	10 000	0	10 000	10 200
Evaluation	458 191	295 568	611 717	603 344
Subtotal evaluation function	1 063 219	767 192	1 300 829	1 293 049
Trustee				
Monetization of CERs	180 000	170 000	180 000	
Financial and programme management	227 000	320 000	320 000	
Investment management	216 000	245 000	245 000	
Accounting and reporting	40 000	60 000	60 000	
Legal services	45 000	55 000	56 000	
Subtotal trustee	708 000	850 000	861 000	
Total	7 438 715	5 505 593	8 840 404	

Annexe III

[Anglais seulement]

Accredited implementing entities¹

I. National implementing entities

Agency for Agricultural Development (ADA), Morocco
Agricultural Bank of Niger (BAGRI), Niger
Bhutan Trust Fund for Environmental Conservation (BT FEC), Bhutan
Chilean Agency for International Development Cooperation (AGCID), Chile
Department of Environment (DOE), Antigua and Barbuda
Desert Research Foundation of Namibia (DRFN), Namibia
Dominican Institute of Integral Development (IDDI), Dominican Republic
Ecological Monitoring Centre (CSE), Senegal
Environmental Management Agency (EMA), Zimbabwe
Environmental Project Implementation Unit (EPIU), Armenia
Fundecooperación for Sustainable Development, Costa Rica
General Directorate of Sectoral and Special Programs and Projects (DIPROSE), Argentina
Interprofessional Fund for Agricultural Research and Advice (FIRCA), Côte d'Ivoire
Mennonite Social Action Commission (CASM), Honduras
Mexican Institute of Water Technology (IMTA), Mexico
Micronesia Conservation Trust (MCT), Federated States of Micronesia
Ministry of Environment (MOE), Rwanda
Ministry of Finance and Economic Cooperation (MOFEC), Ethiopia
Ministry of Finance and Economic Development (MFED), Tuvalu
Ministry of Finance and Economic Management (MFEM), Cook Islands
Ministry of Planning and International Cooperation (MOPIC), Jordan
Ministry of Water and Environment (MOWE), Uganda
National Agency for Research and Innovation (ANII), Uruguay
National Bank for Agriculture and Rural Development (NABARD), India
National Environment Management Authority (NEMA), Kenya
National Environment Management Council (NEMC), United Republic of Tanzania
National Fund for Environment and Climate (FNEC), Benin
Natura Foundation, Panama
Partnership for Governance Reform in Indonesia (Kemitraan), Indonesia
Peruvian Trust Fund for National Parks and Protected Areas (PROFONANPE), Peru
Planning Institute of Jamaica (PIOJ), Jamaica

¹ Presented in alphabetical order.

Protected Areas Conservation Trust (PACT), Belize

South African National Biodiversity Institute (SANBI), South Africa

II. Multilateral implementing entities

African Development Bank (AfDB)

Asian Development Bank (ADB)

European Bank for Reconstruction and Development (EBRD)

Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)

Inter-American Development Bank (IDB)

International Bank for Reconstruction and Development (IBRD)

International Fund for Agricultural Development (IFAD)

United Nations Development Programme (UNDP)

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)

United Nations Environment Programme (UNEP)

United Nations Human Settlements Programme (UN-Habitat)

United Nations Industrial Development Organization (UNIDO)

World Food Programme (WFP)

World Meteorological Organization (WMO)

III. Regional implementing entities

Caribbean Development Bank (CDB) (Latin America and the Caribbean)

Central American Bank for Economic Integration (CABEI) (Latin America and the Caribbean)

Development Bank of Latin America (CAF) (Latin America and the Caribbean)

International Centre for Integrated Mountain Development (ICIMOD) (Asia-Pacific)

Sahara and Sahel Observatory (OSS) (Africa)

Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) (Asia-Pacific)

West African Development Bank (BOAD) (Africa)

Annexe IV

[Anglais seulement]

Participation in meetings and events

In addition to AFB meetings, Accreditation Panel meetings and readiness-related events organized by the AFB and its secretariat (as described in chap. III of the main report), the AFB, its secretariat and/or the AF-TERG organized and/or participated in the following meetings and events:

- (a) Webinar entitled “Adaptation Fund Engagement Pathways: First Steps for Women’s Organizations”, hosted by the Women’s Environment and Development Organization (8 July 2020, virtual);
- (b) Webinar entitled “Adaptation Fund Projects in South and South-East Asia: Insights from CSO Perspectives”, co-hosted by the Adaptation Fund NGO Network, Development Alternatives, Climate Action Network South Asia and Climate Action Network Southeast Asia (14 July 2020, virtual);
- (c) Launch of the French version of the e-learning course on direct access designed to help countries and stakeholders unlock climate finance co-organized by the Francophonie Institute for Sustainable Development (21 July 2020, virtual);
- (d) Webinar entitled “Water and Climate Coordination: Climate Finance”, organized by the Global Water Partnership in partnership with UNDP-Cap-Net, Alliance for Global Water Adaptation and Stockholm International Water Institute (23 July 2020, virtual);
- (e) Adaptation Fund: Innovation for Adaptation to Climate Change event at World Water Week (25 August 2020, virtual);
- (f) Daring Cities Conference: Multi-level governance as key to successful climate action, organized by International Urban Cooperation Programme (26 October 2020, virtual);
- (g) “Finance for nature-based climate change adaptation” session co-hosted by ICLEI Africa, the City of Kigali and the Government of Rwanda at Local Climate Solutions for Africa 2020 (3–12 November 2020, virtual);
- (h) Micronesia Sub-Regional Workshop for the Engagement of the Private Sector, co-organized by the Government of Nauru, Nauru Chamber of Commerce and the Pacific Islands Forum (11–12 November 2020, virtual);
- (i) Adaptation Fund Climate Innovation Accelerator virtual joint launch by UNDP, UNEP-CTCN and the AF (18 November 2020, virtual);
- (j) “Hard talk: committing to locally led adaptation” session as part of the event titled “Reforming climate finance to support locally led adaptation: principles for moving to business and usual” co-hosted by the World Resources Institute and the International Institute for Environment and Development at London Climate Action Week 2020 (18 November 2020);
- (k) “Fourth Annual Dialogue with Climate Finance Delivery Channels, organized by the GCF” (24 November 2020, virtual);
- (l) UNFCCC Climate Dialogues, Technology Day (30 November 2020, virtual);
- (m) “Pathways for a green recovery” subplenary at the 4th City-to-City Event, organized by the International Urban Cooperation (3 December 2020, virtual);
- (n) UNFCCC Climate Dialogues, Adaptation Fund Event entitled “Serving the Paris Agreement through financing adaptation action, innovation and learning” (3 December 2020, virtual);
- (o) The 59th and 60th meetings of the GEF Council (7–11 December 2020 and 14–18 June 2021, respectively);

- (p) Adaptation Fund Contributor Dialogue for Ambition in Adaptation Finance, held in conjunction with the 2020 Climate Ambition Summit (14 December 2020, virtual);
- (q) 4th meeting of the Facilitative Working Group of the Local Communities and Indigenous Peoples Platform (16 December 2020, virtual);
- (r) Virtual workshop on financing transboundary water cooperation and basin development, organized by the United Nations Economic Commission for Europe (16–17 December 2020, virtual);
- (s) Local Leadership in Adaptation Finance: Learning from Locally-led Action in Adaptation Fund Projects and Programmes as part of the Gobeshona Conference, organized by the International Centre for Climate Change and Development (18 January 2021, virtual);
- (t) Adaptation Innovation Marketplace launch, organized by UNDP (19 January 2021, virtual);
- (u) Meeting of the Alliance for Hydromet Development (19 January 2021, virtual);
- (v) Climate Adaptation Summit 2021 Anchoring Event – “Money and Power Where It Matters: Mobilising for Locally Led Adaptation” (25–26 January 2021, virtual);
- (w) Inception workshop of the project “Enhancing Adaptive Capacity of Andean Communities through Climate Services in Peru, Colombia and Chile” (2–4 February 2021, virtual);
- (x) Meeting of the NGO Committee on Financing for Development (3 February 2021, virtual);
- (y) GEF Introduction Seminar 2021 (22–25 February 2021, virtual);
- (z) Access to climate finance workshop by the International Institute for Environment and Development (23 February 2021, virtual);
- (aa) Technical workshop on quantity, quality and composition of climate finance (26 February 2021, virtual);
- (bb) Launch of the Spanish version of the e-learning course on direct access designed to help countries and stakeholders unlock climate finance (2 March 2021, virtual), co-organized by the Spanish Institute for Development and Cooperation;
- (cc) 7th Asia-Pacific Climate Change Adaptation Forum, organized by the Asia Pacific Adaptation Network (8–12 March 2021, virtual);
- (dd) Climate and Development Expert Roundtable, organized by the World Resources Institute (17 March 2021, virtual);
- (ee) Climate and Development Ministerial, organized by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland in its capacity as incoming Presidency of COP 26 (31 March 2021, virtual);
- (ff) Session for the Asia-Pacific region on Emerging lessons from the Adaptation Fund Climate Innovation Accelerator organized by UNEP-CTCN (13 April 2021, virtual);
- (gg) United Nations Economic and Social Council 2021 Financing for Development Forum, “Financing Nature-based Solutions is Path to Holistic and Equitable Recovery from Pandemic” (14 April 2021, virtual);
- (hh) 2nd meeting of the PCCB Network (18 April 2021, virtual);
- (ii) Webinar entitled “Funding Gender-Just Climate Solutions – Understanding the Multilateral Climate Funds”, organized by the women and gender constituency (29 April 2021, virtual);
- (jj) AC Task Force on National Adaptation Plans meeting (30 April 2021, virtual);
- (kk) Webinar entitled “Emerging lessons from the Adaptation Fund Climate Innovation Accelerator”, session for the Africa region (4 May 2021, virtual);
- (ll) 2nd UNFCCC Capacity-building Talk (10 May 2021, virtual);

(mm) Workshop entitled “Enhancing Access to Climate Finance through the Adaptation Fund”, organized by the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (13 May 2021, virtual);

(nn) 10th Durban Forum on Capacity-building (2 June 2021);

(oo) First meeting of the informal coordination group for capacity-building under the Convention and the Paris Agreement (8 June 2021, virtual);

(pp) 5th meeting of the PCCB (9–11 June 2021, virtual);

(qq) “Locally led action principles – How can we see them driving real impact?” session held during the 15th International Conference of Community-based Adaptation to Climate Change (16 June 2021, virtual);

(rr) 5th Meeting of the Facilitative Working Group of the Local Communities and Indigenous Peoples Platform (21–24 June 2021);

(ss) The 5th European Climate Change Adaptation Conference (22 June 2021);

(tt) The 26th, 27th, 28th and 29th GCF Board meetings (18–21 August 2020, 9–13 November 2020, 16–19 March 2021, and 28 June–1 July 2021, respectively).

Annexe V

[Anglais seulement]

Examples of two gender-sensitive and -responsive interventions of projects approved during the reporting period

1. The following showcases two examples of AF-funded projects that have integrated gender considerations into project design and implementation.
2. Project in El Salvador for enhancing climate resilience of rural communities and ecosystems in Ahuachapán-Sur, with 30,211 direct beneficiaries in San Francisco Menendez, of which 51 per cent are women (6,396 households out of which 1,152 are headed by women) and 34,492 women in the wider Ahuachapán-Sur region:
 - (a) The project aims to ensure women's participation in community restoration activities by ensuring that dissemination of the call for proposals reaches women-led associations that are active in the area and including a local stakeholder map that is gender sensitive in all community restoration plans to include women's priorities and views in land management. It includes capacity-building for all 16 cooperatives favouring women producers in the area and training of local women's associations so that they become active participants in the climate change monitoring process and have the capacity to understand the information being derived from it;
 - (b) The project also aims to ensure that women play an important role in the development of local seed banks and will be represented within each seed bank guardianship committee established, considering that women have an important role in the collection of seeds as a means to rescue ancestral knowledge. While establishing a council for dialogue at the territorial level to strengthen local governance, the project will ensure women's participation and representation, with at least 30 per cent of council members being women.
3. Project in Sierra Leone for promoting climate resilience in the cocoa and rice sectors, which directly benefits 50,000 smallholder farmers, rice producers and cocoa producers, of which at least 40 per cent are women and 40 per cent are youth. Considering that women and youth are key actors of the rice and cocoa chain but have limited access to land and few land rights and are often not sufficiently represented in land decision-making institutions, the project launched several gender-responsive activities: actively involving women and youth in all components and levels of decision-making within the project; encouraging the submission of business proposals from women-led groups; requiring female-headed households with recognized access entitlement to farm tree crops as primary farmers to comprise 30 per cent of the selected beneficiaries; setting 10 per cent of the female quota for vulnerable women without recourse to necessary land security needed for tree crop farming; ensuring women hold at least 30–40 per cent of leadership posts in the farmer apex organizations and project management teams; setting access to land by women and youth as a precondition for a community selection and participation; considering women's available time and venue constraints in organizing meetings or events; training illiterate rural women in setting up small businesses in rural solar electrification; establishing day-care facilities for women; and ensuring men's inclusion in sensitization activities.

Annexe VI

[Anglais seulement]

Communications

1. When approving its new resource mobilization target for the biennium 2020–2021, the AFB also requested its secretariat to highlight, in its communications and outreach activities, how the overall adaptation funding needs according to the strategic priorities of the AF as set out in its MTS have increased and how this is reflected in the increased need for support by the AF. The AF highlighted record demand for projects and showcased its work in the growing number of programmes through targeted communication products for its virtual Contributor Dialogue and other high-profile events. This contributed to the AFB, raising USD 16 million in new pledges and almost meeting its resource mobilization target of USD 120 million.
2. During the reporting period the AFB, supported by its secretariat, produced and disseminated a steady stream of quality content about the work of the AF that continued to raise the profile of the AF and keep it in relevant news cycles. Strong growth took place across the diverse communications platforms and innovative multimedia products of the AF to expand its reach to targeted audiences.
3. Targeted communication products included 17 original press releases, two graphic project stories in multiple languages, four original stories with media partner Climate Home News, 10 videos, four Flickr photo albums, five podcasts and six brochures. The AF also innovated by producing engaging video, such as its first 360-degree video and drone footage of AF projects.
4. The communication products highlighted key timely themes of the work of the AF in implementing its MTS, including innovation and learning, readiness, accreditation, results-based management, locally led adaptation, nature-based solutions, youth engagement, regional approaches, and ways projects have adapted and built broader resilience amid the COVID-19 pandemic.
5. The AF was also featured in 458 press stories around the world (a significant increase from 400 in the previous year), including 71 in Spanish and 39 in French.
6. To allow AF stakeholders to follow the work of the AFB, the AF made available eight video recordings of the AFB meetings in the reporting period (from the second session of the 35th meeting and the 36th meeting) and implemented several website upgrades to enhance its user-friendliness.
7. The AF digital channels continued to grow during the reporting period, including the number of AF website users (24 per cent increase over 2020), page views (12.4 per cent increase) and new users (23.3 per cent increase). In social media, the AF reached nearly 18,000 followers on Twitter (an increase of 2,733 followers from 2020) and had 712,000 impressions while posting 617 tweets during the year. Facebook followers reached nearly 12,000, while LinkedIn followers grew to 1,648. The reach of AF news, video and podcasts was further multiplied by partners such as the UNFCCC, Climate Home News and IEs.
8. The AF collaborated with partners on joint communication materials, such as for the launch of the Adaptation Fund Climate Innovation Accelerator, as well as joint outreach with other climate funds to build resilience amid the pandemic.

Annexe VII

[Anglais seulement]

Project-related funding decisions made by the Adaptation Fund Board between 1 July 2020 and 30 June 2021

Table VII.1

Project-related funding decisions made during the intersessional period between the first and second sessions of the 35th meeting of the Adaptation Fund Board

<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
1. Full proposals: single-country									
NIE									
Indonesia (1)	Kemitraan	AFB/PPRC.26.a-26.b/23	963 456	84 358	963 456			Not approved	0
Indonesia (2)	Kemitraan	AFB/PPRC.26.a-26.b/24	1 125 015	98 503	1 125 015			Approved	1 125 015
Indonesia (3)	Kemitraan	AFB/PPRC.26.a-26.b/25	820 444	85 000	820 444			Not approved	0
Indonesia (4)	Kemitraan	AFB/PPRC.26.a-26.b/26	5 972 670	559 018	5 972 670			Approved	5 972 670
United Republic of Tanzania (1)	NEMC	AFB/PPRC.26.a-26.b/27	1 400 000	120 000	1 400 000			Not approved	0
United Republic of Tanzania (3)	NEMC	AFB/PPRC.26.a-26.b/28	1 280 000	103 051	1 280 000			Approved	1 280 000
MIE									
Cambodia	UN-Habitat	AFB/PPRC.26.a-26.b/29	5 000 000	437 700			5 000 000	Waitlisted	0
Cameroon	IFAD	AFB/PPRC.26.a-26.b/30	9 982 000	500 000			9 982 000	Approved	9 982 000
Egypt	WFP	AFB/PPRC.26.a-26.b/37	3 094 962	246 900			3 094 962	Approved	3 094 962
Liberia	IFAD	AFB/PPRC.26.a-26.b/38	9 592 082	372 594			9 592 082	Approved	9 592 082
Zimbabwe	UNESCO	AFB/PPRC.26.a-26.b/31	5 000 000	437 789			5 000 000	Not approved	0
Subtotal			44 230 629	3 044 913	11 561 585		32 669 044		31 046 729
2. Concepts: single-country									
NIE									
Bhutan	BT FEC	AFB/PPRC.26.a-26.b/44	9 950 535	600 000	9 950 535			Endorsed	
Uganda	MOWE	AFB/PPRC.26.a-26.b/41	2 249 000	30 668	2 249 000			Endorsed	
Zimbabwe	EMA	AFB/PPRC.26.a-26.b/42	4 989 915	437 789	4 989 915			Endorsed	
MIE									

<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
Haiti	UNESCO	AFB/PPRC.26.a-26.b/39	9 890 000	785 000			9 890 000	Endorsed	
Malaysia	UN-Habitat	AFB/PPRC.26.a-26.b/43	10 000 000	875 576			10 000 000	Endorsed	
Syrian Arab Republic	UN-Habitat	AFB/PPRC.26.a-26.b/40	10 000 000	875 900			10 000 000	Endorsed	
Subtotal			47 079 450	3 604 933	17 189 450		29 890 000		

3. Project formulation grants/project formulation assistance: single-country

NIE									
Project formulation grant	Bhutan	BT FEC	AFB/PPRC.26.a-26.b/44/Add.1	30 000		30 000		Approved	30 000
Project formulation assistance	Bhutan	BT FEC	AFB/PPRC.26.a-26.b/44/Add.2	20 000		20 000		Approved	20 000
Project formulation grant	Uganda	MOWE	AFB/PPRC.26.a-26.b/41/Add.1	27 000		27 000		Approved	27 000
Project formulation assistance	Uganda	MOWE	AFB/PPRC.26.a-26.b/41/Add.2	20 000		20 000		Approved	20 000
Project formulation grant	Zimbabwe	EMA	AFB/PPRC.26.a-26.b/42/Add.1	30 000		30 000		Approved	30 000
Project formulation assistance	Zimbabwe	EMA	AFB/PPRC.26.a-26.b/42/Add.2	20 000		20 000		Approved	20 000
Subtotal				147 000		147 000			147 000

4. Full proposals: regional

MIE									
	Jordan, Lebanon	UN-Habitat	AFB/PPRC.26.a-26.b/32	13 973 509	1 223 210		13 973 509	Waitlisted	0
	Kazakhstan, Kyrgyzstan, Tajikistan, Uzbekistan	UNESCO	AFB/PPRC.26.a-26.b/18	6 500 000	90 275		6 500 000	Approved	6 500 000
	Thailand, Viet Nam	UNEP	AFB/PPRC.26.a-26.b/33	7 000 000	612 903		7 000 000	Waitlisted	0
Subtotal				27 473 509	1 926 388	0	0	27 473 509	6 500 000

5. Concepts: regional

RIE									
	Angola, Namibia	OSS	AFB/PPRC.26.a-26.b/34	11 880 000	1 005 000		11 880 000	Endorsed	
	Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambia, Ghana, Guinea, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, Togo	OSS	AFB/PPRC.26.a-26.b/35	14 000 000	1 093 270		14 000 000	Endorsed	

	<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
MIE										
	Antigua and Barbuda, Saint Lucia	UN-Habitat	AFB/PPRC.26.a-26.b/36	13 662 863	1 106 730			13 662 863	Endorsed	
	Cabo Verde, Guinea-Bissau, Sao Tome and Principe	IFAD	AFB/PPRC.26.a-26.b/45	14 000 000	826 770			14 000 000	Endorsed	
Subtotal				53 542 863	4 031 770		25 880 000	27 662 863		
6. Project formulation grants: regional concepts										
RIE										
	Angola, Namibia	OSS	AFB/PPRC.26.a-26.b/34/Add.1	80 000			80 000		Approved	80 000
	Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambia, Ghana, Guinea, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, Togo	OSS	AFB/PPRC.26.a-26.b/35/Add.1	80 000			80 000		Approved	80 000
MIE										
	Antigua and Barbuda, Saint Lucia	UN-Habitat	AFB/PPRC.26.a-26.b/36/Add.1	80 000				80 000	Approved ^a	80 000
	Cabo Verde, Guinea-Bissau, Sao Tome and Principe	IFAD	AFB/PPRC.26.a-26.b/45/Add.1	100 000				100 000	Approved	100 000
Subtotal				340 000			160 000	180 000		340 000
Total (1+2+3+4+5+6)				172 813 451	12 608 004	28 898 035	26 040 000	117 875 416		38 033 729
7. Small grants for innovation										
NIE										
	Antigua and Barbuda	DOE	AFB/PPRC.26.a-26.b/47	250 000	2 715	250 000			Deferred	0
	Dominican Republic	IDDI	AFB/PPRC.26.a-26.b/48	249 929	3 404	249 929			Approved	249 929
	Uganda	MOWE	AFB/PPRC.26.a-26.b/49	250 000	20 000	250 000			Not approved	0
Subtotal				749 929	26 119	749 929				249 929
8. Learning grants										
NIE										
	Senegal	CSE	AFB/PPRC.26.a-26.b/51	144 848	7 000	144 848			Approved	144 848
Subtotal				144 848	7 000	144 848				144 848
Total (1+2+3+4+5+6+7+8)				173 708 228	12 641 123	29 792 812	26 040 000	117 875 416		38 428 506

^a Subject to IE reaccreditation.

Table VII.2

Project-related funding decisions made during the second session of the 35th meeting of the Adaptation Fund Board

<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
1. Full proposals: single-country									
NIE									
Indonesia (1)	Kemitraan	AFB/PPRC.26.b/4	963 456	84 358	963 456			Not approved	0
Indonesia (2)	Kemitraan	AFB/PPRC.26.b/5	824 835	72 221	824 835			Not approved	0
MIE									
Côte d'Ivoire	IFAD	AFB/PPRC.26.b/6	6 000 000	108 597			6 000 000	Not approved	0
Gambia	WFP	AFB/PPRC.26.b/7	10 000 000	874 590			10 000 000	Waitlisted	0
Kyrgyzstan	IFAD	AFB/PPRC.26.b/8	9 999 313	464 957			9 999 313	Not approved	0
Subtotal			27 787 604	1 604 723	1 788 291		25 999 313		0
2. Full proposals: regional									
MIE									
Angola, Mozambique, Namibia, South Africa, Zimbabwe	UNESCO	AFB/PPRC.26.b/9	14 000 000	1 330 000			14 000 000	Not approved	0
Subtotal			14 000 000	1 330 000			14 000 000		0
3. Concepts: regional									
MIE									
El Salvador, Honduras	WFP	AFB/PPRC.26.b/10	11 886 691	950 475			11 886 691	Endorsed	
Subtotal			11 886 691	950 475			11 886 691		
4. Project formulation grants: regional concepts									
MIE									
El Salvador, Honduras	WFP	AFB/PPRC.26.b/10/Add.1	80 000				80 000	Approved	80 000
Subtotal			80 000				80 000		80 000
5. Pre-concepts: regional									
RIE									
Costa Rica, Dominican Republic	CAF	AFB/PPRC.26.b/11	13 919 202	1 513 150		13 919 202		Not endorsed	
MIE									
Cameroon, Chad, Central African Republic, Niger, Nigeria	WMO	AFB/PPRC.26.b/12	10 620 000	855 000			10 620 000	Not endorsed	

<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
India, Sri Lanka	WFP	AFB/PPRC.26.b/13	13 995 524	1 119 100			13 995 524	Endorsed	
Subtotal			38 534 726	3 487 250		13 919 202	24 615 524		

6. Project formulation grants: regional pre-concepts

MIE

Cameroon, Chad, Central African Republic, Niger, Nigeria	WMO	AFB/PPRC.26.b/12/Add.1	20 000				20 000	Not approved	0
India, Sri Lanka	WFP	AFB/PPRC.26.b/13/Add.1	20 000				20 000	Approved	20 000
Subtotal			40 000				40 000		20 000
Total (1+2+3+4+5+6)			92 329 021	7 372 448	1 788 291	13 919 202	76 621 528		100 000

7. Small grants for innovation

NIE

Antigua and Barbuda	DOE	AFB/PPRC.26.b/15	250 000	20 000	250 000			Not approved ^a	0
Subtotal			250 000	20 000	250 000				0
Total (1+2+3+4+5+6+7)			92 579 021	7 392 448	2 038 291	13 919 202	76 621 528		100 000

^a Subject to IE reaccreditation.

Table VII.3

Project-related funding decisions made during the intersessional period between the 35th and 36th meetings of the Adaptation Fund Board

<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
1. Full proposals: single-country									
MIE									
Cambodia	UN-Habitat	AFB/PPRC.26.a-26.b/29	5 000 000	437 700			5 000 000	Approved	5 000 000
Gambia	WFP	AFB/PPRC.26.b/7	10 000 000	874 590			10 000 000	Approved	10 000 000
Subtotal			15 000 000	1 312 290			15 000 000		15 000 000
2. Full proposals: regional									
MIE									
Jordan, Lebanon	UN-Habitat	AFB/PPRC.26.a-26.b/32	13 973 509	1 223 210			13 973 509	Approved	13 973 509
Thailand, Viet Nam	UNEP	AFB/PPRC.26.a-26.b/33	7 000 000	612 903			7 000 000	Approved	7 000 000
Subtotal			20 973 509	1 836 113			20 973 509		20 973 509
Total (1+2)			35 973 509	3 148 403			35 973 509		35 973 509

<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
3. Small grants for innovation									
NIE									
Antigua and Barbuda	DOE	AFB/PPRC.26.a-26.b/47	250 000	2 715	250 000			Approved	250 000
Subtotal			250 000	2 715	250 000				250 000
Total (1+2+3)			36 223 509	3 151 118	250 000		35 973 509		36 223 509

Table VII.4

Project-related funding decisions made during the 36th meeting of the Adaptation Fund Board

<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
1. Full proposals: single-country									
NIE									
Belize	PACT	AFB/PPRC.27/7	4 000 000	350 230	4 000 000			Not approved	0
Indonesia (1)	Kemitraan	AFB/PPRC.27/5	963 456	84 358	963 456			Approved ^a	0
Indonesia (2)	Kemitraan	AFB/PPRC.27/6	824 835	72 221	824 835			Approved	0
United Republic of Tanzania	NEMC	AFB/PPRC.27/8	1 400 000	120 000	1 400 000			Approved	1 400 000
MIE									
Djibouti	IFAD	AFB/PPRC.27/9	5 339 285	465 000			5 339 285	Not approved	0
Syrian Arab Republic	UN-Habitat	AFB/PPRC.27/10	9 997 156	719 519			9 997 156	Approved	9 997 156
Zimbabwe	UNESCO	AFB/PPRC.27/11	5 000 000	437 789			5 000 000	Approved	5 000 000
Subtotal			27 524 732	2 249 117	7 188 291		20 336 441		16 397 156
2. Concepts: single-country									
MIE									
Lebanon	FAO	AFB/PPRC.27/12	2 139 174	187 301			2 139 174	Endorsed	
Viet Nam	FAO	AFB/PPRC.27/13	3 580 000	313 500			3 580 000	Endorsed	
Yemen	UN-Habitat	AFB/PPRC.27/14	10 000 000	875 576			10 000 000	Not endorsed	
Subtotal			15 719 174	1 376 377			15 719 174		
3. Full proposals: regional									
RIE									
Angola, Namibia	OSS	AFB/PPRC.27/15	11 941 038	920 183		11 941 038		Not approved	0
MIE									
Côte d'Ivoire, Ghana	UN-Habitat	AFB/PPRC.27/16	13 951 160	1 195 600			13 951 160	Not approved	0

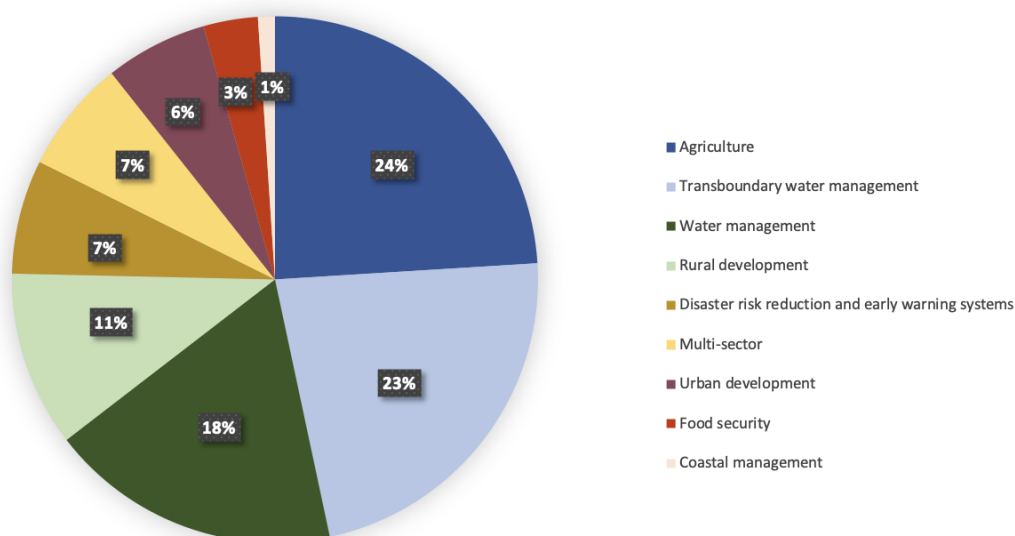
<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
Subtotal			25 892 198	2 115 783		11 941 038	13 951 160		0
4. Concepts: regional									
MIE									
Azerbaijan, Iran (Islamic Republic of)	UN-Habitat	AFB/PPRC.27/17	14 000 000	1 110 000			14 000 000	Endorsed	
Chad, Sudan	FAO	AFB/PPRC.27/18	14 000 000	1 225 000			14 000 000	Endorsed	
Subtotal			28 000 000	2 335 000			28 000 000		
5. Project formulation grants: regional concepts									
MIE									
Azerbaijan, Iran (Islamic Republic of)	UN-Habitat	AFB/PPRC.27/17/Add.1	80 000				80 000	Approved	80 000
Chad, Sudan	FAO	AFB/PPRC.27/18/Add.1	100 000				100 000	Approved	100 000
Subtotal			180 000				180 000		180 000
6. Pre-concepts: regional									
RIE									
Guinea, Mali, Mauritania, Senegal	OSS	AFB/PPRC.27/19	14 000 000	1 119 458		14 000 000		Endorsed	
									MIE
Cameroon, Central African Republic, Chad, Niger, Nigeria	WMO	AFB/PPRC.27/20	10 620 000	855 000			10 620 000	Endorsed	
Costa Rica, Panama	UNEP	AFB/PPRC.27/21	10 693 000	855 000			10 693 000	Not endorsed	
Subtotal			35 313 000	2 829 458		14 000 000	21 313 000		
7. Project formulation grants: regional pre-concepts									
RIE									
Guinea, Mali, Mauritania, Senegal	OSS	AFB/PPRC.27/19/Add.1	20 000			20 000		Approved	20 000
									MIE
Cameroon, Central African Republic, Chad, Niger, Nigeria	WMO	AFB/PPRC.27/20/Add.1	20 000				20 000	Approved	20 000
Costa Rica, Panama	UNEP	AFB/PPRC.27/21/Add.1	20 000				20 000	Not approved	0
Subtotal			60 000			20 000	40 000		40 000
Total (1+2+3+4+5+6+7)			132 689 104	10 905 735	7 188 291	25 961 038	99 539 775		16 617 156

<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
8. Small grants for innovation									
NIE									
Bhutan	BT FEC	AFB/PPRC.27/23	250 000	20 000	250 000			Not approved	0
Dominican Republic	IDDI	AFB/PPRC.27/24	248 734	3 388	248 734			Not approved	0
Zimbabwe	EMA	AFB/PPRC.27/25	249 970	19 988	249 970			Not approved	0
Subtotal			748 704	43 376	748 704				0
9. Learning grants									
NIE									
Kenya	NEMA	AFB/PPRC.27/27	143 545		143 545			Approved	143 545
Subtotal			143 545		143 545				143 545
Total (1+2+3+4+5+6+7+8+9)			133 581 353	10 949 111	8 080 540	25 961 038	99 539 775		16 760 701

^a Subject to IE reaccreditation.

Figure VII.1

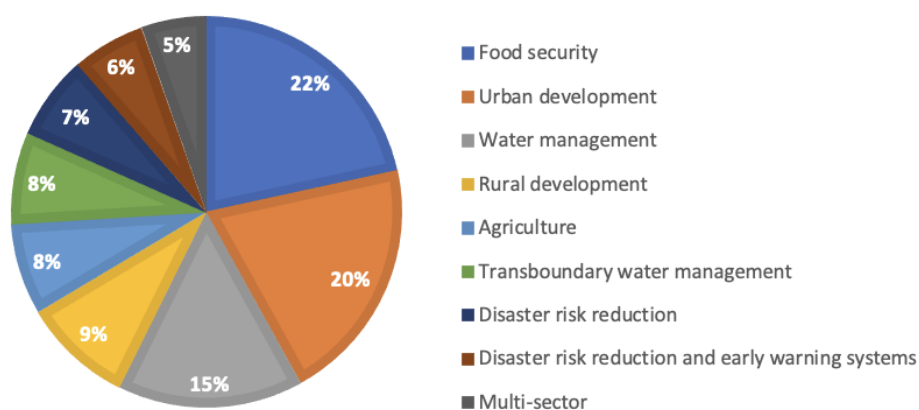
Fully developed project and programme proposals approved by the Adaptation Fund Board between 1 July 2020 and 30 June 2021, shares by sector



Note: The thematic areas for regional proposals are food security, disaster risk reduction and early warning systems, transboundary water management and innovation in adaptation finance.

Figure VII.2

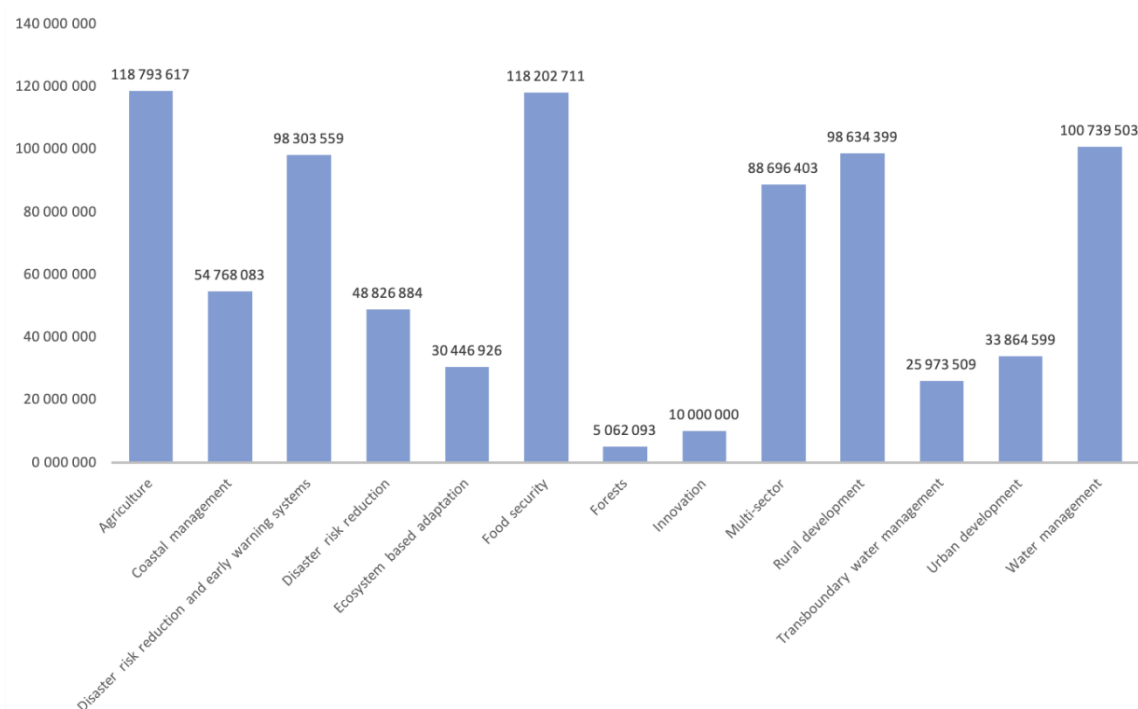
Project and programme pre-concepts and concepts endorsed by the Adaptation Fund Board between 1 July 2020 and 30 June 2021, shares by sector



Note: The thematic areas for regional proposals are food security, disaster risk reduction and early warning systems, transboundary water management and innovation in adaptation finance.

Figure VII.3

Status of the portfolio of projects and programmes approved by the Adaptation Fund Board as at 30 June 2021 by allocated amount, by sector



Note: The thematic areas for regional proposals are food security, disaster risk reduction and early warning systems, transboundary water management and innovation in adaptation finance.

Table VII.5

Funding decisions made by the Adaptation Fund Board for projects under the Readiness Programme for Climate Finance during the reporting period

<i>Party</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document reference</i>	<i>Requested amount (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>	<i>AFB decision</i>
Technical assistance grants						
Côte d'Ivoire	FIRCA	AFB/PPRC.26-27.2	24 820	24 820	24 820	Approved
Mexico	IMTA	AFB/PPRC.26-27.3	25 000	25 000	25 000	Approved
Benin	FNEC	AFB/PPRC.26-27.4	10 000	10 000	10 000	Approved
Subtotal			59 820	59 820	59 820	

Annexe VIII

[Anglais seulement]

Status of the portfolio of the Adaptation Fund

Table VIII.1

Status of the portfolio of projects and programmes approved by the Adaptation Fund Board as at 30 June 2021

<i>Party</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Senegal	Adaptation to coastal erosion in vulnerable areas	CSE	8 619 000	8 619 000	17/9/2010	Closed
Honduras	Addressing climate change risks on water resources in Honduras: increased systemic resilience and reduced vulnerability of the urban poor	UNDP	5 620 300	5 620 300	17/9/2010	Closed
Turkmenistan	Addressing climate change risks to farming systems in Turkmenistan at national and community level	UNDP	2 929 500	2 929 500	15/12/2010	Closed
Mauritius	Climate change adaptation programme in the coastal zone of Mauritius	UNDP	9 119 240	9 119 240	15/12/2010	Closed
Eritrea	Climate change adaptation programme in water and agriculture in the Anseba region of Eritrea	UNDP	6 520 850	6 520 850	15/12/2010	Under implementation
Solomon Islands	Enhancing resilience of communities in Solomon Islands to the adverse effects of climate change in agriculture and food security	UNDP	5 533 500	5 533 500	15/12/2010	Closed
United Republic of Tanzania	Implementation of concrete adaptation measures to reduce vulnerability of livelihood and economy of coastal communities in the United Republic of Tanzania	UNEP	5 008 564	5 008 564	15/12/2010	Closed
Pakistan	Reducing risks and vulnerabilities from glacier lake outburst floods in northern Pakistan	UNDP	3 906 000	3 906 000	15/12/2010	Closed
Nicaragua	Reduction of risks and vulnerability based on flooding and droughts in the Estero Real River watershed	UNDP	5 500 950	5 500 950	15/12/2010	Closed
Ecuador	Enhancing resilience of communities to the adverse effects of climate change on food security in Pichincha province and the Jubones River basin	WFP	7 449 468	7 449 468	18/3/2011	Closed
Guatemala	Climate change resilient production landscapes and socioeconomic networks advanced in Guatemala	UNDP	5 425 000	5 425 000	22/6/2011	Closed
Mongolia	Ecosystem-based adaptation approach to maintaining water security in critical water catchments in Mongolia	UNDP	5 500 000	5 500 000	22/6/2011	Under implementation

<i>Party</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Maldives	Increasing climate resilience through an integrated water resource management programme in HA. Ihavandhoo, ADh. Mahibadhoo and GDh. Gadhdhoo Island	UNDP	8 989 225	8 989 225	22/6/2011	Closed
Madagascar	Promoting climate resilience in the rice sector through pilot investments in Alaotra-Mangoro region	UNEP	5 104 925	5 104 925	22/6/2011	Closed
Cook Islands	Strengthening the resilience of the islands and communities of Cook Islands to climate change	UNDP	5 381 600	5 381 600	15/9/2011	Closed
Georgia	Developing climate-resilient flood and flash flood management practices to protect vulnerable communities of Georgia	UNDP	5 316 500	5 316 500	16/9/2011	Closed
Papua New Guinea	Enhancing adaptive capacity of communities to climate change-related floods in the north coast and islands region of Papua New Guinea	UNDP	6 530 373	6 530 373	16/9/2011	Closed
Samoa	Enhancing resilience of Samoa's coastal communities to climate change	UNDP	8 732 351	8 732 351	16/9/2011	Closed
Uruguay	Building resilience to climate change and variability of vulnerable smallholders	National Agency for Research and Innovation	9 967 678	9 967 678	14/12/2011	Under implementation
Myanmar	Addressing climate change risks for water resources and food security in the dry zone of Myanmar	UNDP	7 909 026	7 909 026	27/2/2012	Closed
Colombia	Reducing risk and vulnerability to climate change in the region of La Depresión Momposina in Colombia	UNDP	8 518 307	8 518 307	15/3/2012	Closed
Ghana	Increased resilience to climate change in northern Ghana through management of water resources and diversification of livelihoods	UNDP	8 293 972	8 293 972	16/3/2012	Under implementation
Egypt	Building resilient food security systems to benefit the southern Egypt region	WFP	6 904 318	6 904 318	28/6/2012	Under implementation
Lebanon	Climate-smart agriculture: enhancing adaptive capacity of the rural communities in Lebanon	IFAD	7 860 825	4 009 943	28/6/2012	Under implementation
Djibouti	Developing agropastoral shade gardens as an adaptation strategy for poor rural communities	UNDP	4 658 556	4 658 556	28/6/2012	Closed
Mauritania	Enhancing resilience of communities to the adverse effects of climate change on food security in Mauritania	WFP	7 803 605	7 803 605	28/6/2012	Closed
Jamaica	Enhancing the resilience of the agricultural sector and coastal areas to protect livelihoods and improve food security	Planning Institute of Jamaica	9 965 000	5 980 360	28/6/2012	Under implementation
Sri Lanka	Addressing climate change impacts on marginalized agricultural communities living in the Mahaweli River basin of Sri Lanka	WFP	7 989 727	7 989 727	29/6/2012	Under implementation
Cambodia	Enhancing climate resilience of rural communities living in protected areas of Cambodia	UNEP	4 954 273	4 954 273	29/6/2012	Under implementation

<i>Party</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Argentina	Increasing climate resilience and enhancing sustainable land management in the south-west of the Buenos Aires province	IBRD	4 296 817	4 296 817	29/6/2012	Closed
Cuba	Reduction of vulnerability to coastal flooding through ecosystem-based adaptation in the south of Artemisa and Mayabeque provinces	UNDP	6 067 320	6 067 320	14/12/2012	Under implementation
Seychelles	Ecosystem-based adaptation to climate change in Seychelles	UNDP	6 455 750	6 455 750	20/12/2012	Under implementation
Argentina	Enhancing adaptive capacity and increasing resilience of small-size agriculture producers in the north-east of Argentina	General Directorate of Sectoral and Special Programs and Projects	5 640 000	5 640 000	4/4/2013	Closed
Belize	Belize Marine Conservation and Climate Adaptation Initiative	IBRD	6 000 000	6 000 000	5/4/2013	Under implementation
Nepal	Adapting to climate-induced threats to food production and food security in the Karnali region of Nepal	WFP	9 527 160	7 131 724	4/7/2013	Under implementation
Kenya	Integrated programme to build resilience to climate change and adaptive capacity of vulnerable communities in Kenya	NEMA	9 998 302	9 998 302	1/11/2013	Under implementation
Rwanda	Reducing vulnerability to climate change in north-west Rwanda through community-based adaptation	Ministry of Environment	9 969 619	9 969 619	1/11/2013	Closed
Uzbekistan	Developing climate resilience of farming communities in the drought-prone parts of Uzbekistan	UNDP	5 415 103	5 415 103	10/2/2014	Under implementation
India	Climate-smart actions and strategies in the north-western Himalayan region for sustainable livelihoods of agriculture-dependent hill communities	NABARD	969 570	969 570	20/3/2014	Under implementation
Morocco	Climate change adaptation project in oasis zones	Agency for Agricultural Development	9 970 000	9 650 682	7/10/2014	Under implementation
South Africa	Building resilience in the greater uMngeni catchment in South Africa	South African National Biodiversity Institute	7 495 055	7 495 055	10/10/2014	Under implementation
India	Conservation and management of coastal resources as a potential adaptation strategy for sea level rise	NABARD	689 264	689 264	10/10/2014	Under implementation
India	Enhancing adaptive capacity and increasing resilience of small and marginal farmers in the Purulia and Bankura districts of West Bengal	NABARD	2 510 854	2 134 226	10/10/2014	Under implementation
Costa Rica	Reducing vulnerability by focusing on critical sectors (agriculture, water resources and coastlines) in order to reduce the negative impacts of climate change and improve the resilience of these sectors	Fundecooperación for Sustainable Development	9 970 000	9 970 000	10/10/2014	Under implementation
South Africa	Taking adaptation to the ground: a small grants facility for enabling local-level responses to climate change	South African National Biodiversity Institute	2 442 682	2 442 682	10/10/2014	Under implementation
Mali	Programme support for climate change adaptation in the vulnerable regions of Mopti and Timbuctou	UNDP	8 533 348	8 533 348	25/3/2015	Under implementation

<i>Party</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
India	Climate proofing of watershed development projects in the states of Tamil Nadu and Rajasthan	NABARD	1 344 155	1 344 155	9/4/2015	Under implementation
India	Building adaptive capacities of the small inland fishermen community for climate resilience and livelihood security in Madhya Pradesh	NABARD	1 790 500	895 240	10/4/2015	Under implementation
Jordan	Increasing the resilience of poor and vulnerable communities to climate change	Ministry of Planning and International Cooperation	9 226 000	7 255 924	10/4/2015	Under implementation
Peru	Adaptation to the impacts of climate change on Peru's coastal marine ecosystems and fisheries	Peruvian Trust Fund for National Parks and Protected Areas	6 950 239	4 680 074	9/10/2015	Under implementation
Chile	Enhancing resilience to climate change of small agriculture in the Chilean region of O'Higgins	AGCID	9 960 000	9 960 000	9/10/2015	Under implementation
Niger	Enhancing resilience of agriculture to climate change to support food security in Niger through modern irrigation techniques	BOAD	9 911 000	1 376 000	5/7/2016	Under implementation
Uganda	Enhancing resilience of communities to climate change through catchment-based integrated management of water and related resources in Uganda	OSS	7 751 000	6 300 000	5/7/2016	Under implementation
Paraguay	Ecosystem-based approaches to reducing the vulnerability of food security to the impacts of climate change in the Chaco region of Paraguay	UNEP	7 128 450	2 479 357	4/10/2016	Under implementation
Panama	Adapting to climate change through integrated water management in Panama	NATURA	9 977 559	9 358 845	5/10/2016	Under implementation
Antigua and Barbuda	An integrated approach to physical adaptation and community resilience in Antigua and Barbuda's north-west McKinnon's watershed	Department of Environment	9 970 000	8 399 000	5/10/2016	Under implementation
India	Building adaptive capacities of communities, livelihoods and ecological security in the Kanha-Pench Corridor of Madhya Pradesh	NABARD	2 556 093	2 556 093	7/10/2016	Under implementation
Lao People's Democratic Republic	Enhancing the climate and disaster resilience of the most vulnerable rural and emerging urban human settlements in the Lao People's Democratic Republic	UN-Habitat	4 500 000	3 920 648	7/10/2016	Under implementation
Ethiopia	Climate-smart integrated rural development project	Ministry of Finance and Economic Cooperation	9 987 910	9 987 910	17/3/2017	Under implementation
Honduras	Ecosystem-based adaptation of communities in the central forest corridor in Tegucigalpa	UNDP	4 379 700	1 886 099	17/3/2017	Under implementation
Micronesia (Federated States of)	Enhancing the climate resilience of vulnerable island communities in the Federated States of Micronesia	Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme	9 000 000	3 248 396	17/3/2017	Under implementation

<i>Party</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Peru	Strengthening the livelihoods of vulnerable highland communities in the provinces of Arequipa, Caylloma, Condesuyos, Castilla and La Union in the region of Arequipa in Peru	CAF	2 941 446	2 941 446	17/3/2017	Under implementation
Regional	Agricultural Climate Resilience Enhancement Initiative	WMO	6 222 000	6 120 000	17/3/2017	Under implementation
Regional	Adapting to climate change in the Lake Victoria basin	UNEP	5 000 000	3 249 021	5/7/2017	Under implementation
Regional	Building adaptive capacity through food and nutrition security and peacebuilding actions in vulnerable African and indigenous communities in the Colombia-Ecuador border area	WFP	14 000 000	8 559 239	5/7/2017	Under implementation
Senegal	Reducing vulnerability and increasing resilience of coastal communities in the Saloum Islands (Dionewar and Fadial)	CSE	1 351 000	933 376	5/7/2017	Under implementation
Solomon Islands	Enhancing urban resilience to climate change impacts and natural disasters: Honiara	UN-Habitat	4 395 877	2 202 550	10/10/2017	Under implementation
Fiji	Increasing the resilience of informal urban settlements in Fiji that are highly vulnerable to climate change and disaster risks	UN-Habitat	4 235 995	1 797 380	10/10/2017	Under implementation
Guinea-Bissau	Scaling up climate-smart agriculture in east Guinea-Bissau	BOAD	9 979 000	3 034 000	10/10/2017	Under implementation
Namibia	Pilot rural desalination plants using renewable power and membrane technology	DRFN	4 999 674	4 733 086	13/10/2017	Under implementation
Cook Islands	Pa Enuia Action for Resilient Livelihoods	Ministry of Finance and Economic Management	2 999 125	2 999 125	22/3/2018	Under implementation
Iraq	Building resilience of the agriculture sector to climate change in Iraq	IFAD	9 999 660	1 300 800	22/3/2018	Under implementation
Micronesia (Federated States of)	Practical solutions for reducing community vulnerability to climate change in the Federated States of Micronesia	Micronesia Conservation Trust	970 000	776 883	22/3/2018	Under implementation
Mongolia	Flood resilience in Ulaanbaatar ger areas – climate change adaptation through community-driven small-scale protective and basic services interventions	UN-Habitat	4 495 235	4 181 369	16/7/2018	Under implementation
Regional	Promoting climate-smart agriculture in West Africa	BOAD	14 000 000	5 664 000	16/7/2018	Under implementation
Regional	Reducing climate vulnerability and flood risk in coastal urban and semi-urban areas in cities in Latin America	CAF	13 910 400	4 219 288	16/7/2018	Under implementation
Ecuador	Increasing adaptive capacity of local communities, ecosystems and hydroelectric systems in the Río Blanco upper watershed (Toachi-Pilatón watershed) with a focus on ecosystem- and community-based adaptation and integrated adaptive watershed management	CAF	2 489 373	646 368.08	16/7/2018	Proposal approved
Armenia	Artik city closed stonepit waste and flood management pilot project	EPIU	1 435 100	1 111 464	12/10/2018	Under implementation

<i>Party</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Regional	Integrating flood and drought management and early warning for climate change adaptation in the Volta basin	WMO	7 920 000	4 286 400	12/10/2018	Under implementation
Regional	Restoring marine ecosystem services by rehabilitating coral reefs to meet a changing climate future	UNDP	10 000 000	3 333 113	12/10/2018	Under implementation
Armenia	Strengthening land-based adaptation capacity in communities adjacent to protected areas in Armenia	EPIU	2 506 000	2 246 877	15/3/2019	Under implementation
Dominican Republic	Enhancing climate resilience in the San Cristóbal province of the Dominican Republic – integrated water resources management programme	Dominican Institute of Integral Development	9 953 692	3 981 476.64	15/3/2019	Under implementation
Regional	Integrated climate-resilient transboundary flood risk management in the Drin River basin in the Western Balkans	UNDP	9 927 750	3 160 384.5	15/3/2019	Under implementation
Bangladesh	Adaptation initiative for climate-vulnerable offshore small islands and riverine char land in Bangladesh	UNDP	9 995 369	2 588 075	15/3/2019	Proposal approved
Indonesia	Community adaptation for forest-food-based management in the Saddang watershed ecosystem	Kemitraan	835 465	584 826	8/7/2019	Under implementation
Regional	Enhancing adaptive capacity of Andean communities through climate services	WMO	7 432 250	2 229 600	8/7/2019	Under implementation
Lesotho	Improving adaptive capacity of vulnerable and food-insecure populations in Lesotho	WFP	9 999 894	3 274 057	8/7/2019	Under implementation
Lao People's Democratic Republic	Building climate and disaster resilience capacities of vulnerable small towns in the Lao People's Democratic Republic	UN-Habitat	5 500 000	804 392	8/7/2019	Under implementation
Sierra Leone	Promoting climate resilience in the cocoa and rice sectors as an adaptation strategy in Sierra Leone	IFAD	9 916 925	987 350	8/7/2019	Under implementation
Tajikistan	An integrated landscape approach to enhancing the climate resilience of small-scale farmers and pastoralists in Tajikistan	UNDP	9 996 441	1 076 804	8/7/2019	Proposal approved
Saint Lucia	Building resilience for adaptation to climate change and climate vulnerabilities in agriculture in Saint Lucia	CDB	9 858 570	4 271 552	8/7/2019	Proposal approved
Regional	Climate change adaptation in vulnerable coastal cities and ecosystems of the Uruguay River	CAF	13 999 996	2 799 999	15/7/2019	Proposal approved
Regional	Integration of climate change adaptation measures in the concerted management of the W-Arly-Pendjari transboundary complex	OSS	11 536 200	1 696 450	15/7/2019	Under implementation
Regional	Building urban climate resilience in south-eastern Africa	UN-Habitat	13 997 423	3 188 521	15/7/2019	Under implementation
Regional	Strengthening drought resilience of smallholder farmers and pastoralists in the IGAD region	OSS	13 079 540	2 100 000	11/10/2019	Under implementation

<i>Party</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Malawi	Adapting to climate change through integrated risk management strategies and enhanced market opportunities for resilient food security and livelihoods	WFP	9 989 335	2 502 333	11/10/2019	Under implementation
Democratic Republic of the Congo	Building adaptive capacity to climate change in vulnerable communities living in the Congo River basin	WFP	9 999 909	1 996 677	11/10/2019	Proposal approved
Georgia	Dairy modernization and market access: adaptation component	IFAD	4 644 794	973 737	11/10/2019	Under implementation
El Salvador	Enhancing climate resilience of rural communities and ecosystems in Ahuachapán-Sur, El Salvador	UNDP	8 484 503	1 718 487	11/10/2019	Proposal approved
Republic of Moldova	Talent retention for rural transformation – Adapt	IFAD	6 008 095	881 221	11/10/2019	Under implementation
Global	Special financing window in support of innovation for adaptation	UNEP	5 000 000	713 900	11/10/2019	Under implementation
Global	AF–UNDP Innovation Small Grant Aggregator Platform	UNDP	5 000 000	1 088 393	11/10/2019	Under implementation
United Republic of Tanzania	Enhancing climate change adaptation for agropastoral communities in Kongwa district	NEMC	1 200 000	360 102	1/6/2020	Proposal approved
United Republic of Tanzania	Enhancing climate change resilience of coastal communities of Zanzibar	NEMC	1 000 000	243 023	1/6/2020	Proposal approved
Pakistan	Enhancing community, local and national level urban climate change resilience to water scarcity, caused by floods and droughts in Rawalpindi and Nowshera in Pakistan	UN-Habitat	6 094 000	439 860	1/6/2020	Under implementation
Tunisia	Economic, social and solidarity insertion for resilience in the Governorate of Kairouan	IFAD	9 997 190	2 278 477	1/6/2020	Proposal approved
Viet Nam	Enhancing the resilience inclusive and sustainable eco-human settlement development through small-scale infrastructure interventions in the coastal regions of the Mekong Delta in Viet Nam	UN-Habitat	6 345 292	516 048	1/6/2020	Under implementation
Indonesia	Safekeeping–surviving–sustaining towards resilience: 3S approach to building coastal city resilience to climate change impacts and natural disasters in Pekalongan City, Central Java Province	Kemitraan	5 972 670	2 518 797	23/9/2020	Proposal approved
Cameroon	Increasing local communities’ resilience to climate change through youth entrepreneurship and integrated natural resources management	IFAD	9 982 000	1 260 000	23/9/2020	Proposal approved
United Republic of Tanzania	Strategic water harvesting technologies for enhancing resilience to climate change in rural communities in semi-arid areas of Tanzania	NEMC	1 280 000	0	23/9/2020	Proposal approved
Indonesia	Adapting to climate change through sustainable integrated watershed governance in indigenous people of Ammatoa	Kemitraan	1 125 015	398 029	23/9/2020	Under implementation

<i>Party</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
	Kajang Customary Area in Bulukumba Regency, South Sulawesi Province, Indonesia					
Egypt	Building resilient food security systems to benefit the southern Egypt region – Phase 2	WFP	3 094 962	760 654	23/9/2020	Proposal approved
Liberia	Building climate resilience in Liberia's cocoa and rice sectors	IFAD	9 592 082	1 792 592	23/9/2020	Proposal approved
Regional	Reducing vulnerabilities of populations in the Central Asia region from glacier lake outburst floods in a changing climate	UNESCO	6 500 000	830 033	15/10/2020	Under implementation
Cambodia	Climate change adaptation through protective small-scale infrastructure interventions in coastal settlements of Cambodia	UN-Habitat	5 000 000	1 064 998	26/1/2021	Proposal approved
Regional	Increasing the resilience of both displaced persons and host communities to climate change-related water challenges in Jordan and Lebanon	UN-Habitat	1 397 350.9	0	11/3/2021	Proposal approved
Regional	Mekong EbA South: Enhancing climate resilience in the Greater Mekong subregion through ecosystem-based adaptation in the context of South–South cooperation	UNEP	7 000 000	834 690	11/3/2021	Proposal approved
Gambia	Rural integrated climate adaptation and resilience-building project	WFP	10 000 000	959 736	11/3/2021	Proposal approved
Zimbabwe	Strengthening local communities' adaptive capacity and resilience to climate change through sustainable groundwater utilization in Zimbabwe	UNESCO	5 000 000	0	8/4/2021	Proposal approved
United Republic of Tanzania	Bunda climate resilience and adaptation project	NEMC	1 400 000	0	8/4/2021	Proposal approved
Syrian Arab Republic	Increasing the climate change resilience of communities in eastern Ghouta in rural Damascus to water scarcity challenges through integrated natural resource management and immediate adaptation interventions	UN-Habitat	9 997 156	0	8/4/2021	Proposal approved
Total			830 523 995.19	485 895 373.41		

Note: This table does not include projects that have not yet received project approval, including (1) projects that have been submitted for approval, but not (yet) approved; (2) AFB-endorsed concepts and pre-concepts and (3) other submissions that are at the concept or pre-concept stage (i.e. have not yet been endorsed).

Table VIII.2

Breakdown of the status of the portfolio of projects and programmes approved by the Adaptation Fund Board as at 30 June 2021

<i>Status</i>	<i>Number of projects/programmes</i>	<i>Total value (USD)</i>
Not started	22	159 313 730
Under implementation	76	523 247 839.19
Completed	23	147 962 426

Table VIII.3

Active pipeline of project and programme proposals submitted to the Adaptation Fund Board but not approved as at 30 June 2021

<i>Party</i>	<i>IE</i>	<i>Grant size (USD^a)</i>
1. Full proposals not approved: single country^b		
NIE		
Belize	PACT	4 000 000
Uganda	MOWE	2 249 000
MIE		
Côte d'Ivoire	IFAD	6 000 000
Djibouti	IFAD	5 339 285
Haiti	UNESCO	9 890 000
Kyrgyzstan	IFAD	9 999 313
Subtotal		37 477 598
2. Endorsed concepts: single country		
NIE		
Bhutan	Bhutan Trust Fund for Environmental Conservation	9 950 535
Zimbabwe	EMA	4 989 915
MIE		
Lebanon	FAO	2 139 174
Malaysia	UN-Habitat	10 000 000
Syria Arab Republic	UN-Habitat	10 000 000
Viet Nam	FAO	3 580 000
Subtotal		40 659 624
3. Not endorsed concepts: single country		
MIE		
Yemen	UN-Habitat	10 000 000
Subtotal		10 000 000
4. Full proposals not approved: regional^c		
RIE		
Angola, Namibia	OSS	11 941 038
Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambia, Ghana, Guinea, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, Togo	OSS	14 000 000
MIE		
Angola, Mozambique, Namibia, South Africa, Zimbabwe	UNESCO	14 000 000
Cambodia, Lao People's Democratic Republic, Thailand, Viet Nam	UNESCO	4 898 775
Côte d'Ivoire, Ghana	UN-Habitat	13 951 160
Subtotal		58 790 973
5. Endorsed concepts: regional		

	<i>Party</i>	<i>IE</i>	<i>Grant size (USD^a)</i>
MIE			
	Antigua and Barbuda, and Saint Lucia	UN-Habitat	13 662 863
	Azerbaijan, Iran (Islamic Republic of)	UN-Habitat	14 000 000
	Cabo Verde, Guinea-Bissau, Sao Tome and Principe	IFAD	14 000 000
	Chad, Sudan	FAO	14 000 000
	El Salvador, Honduras	WFP	11 886 691
	Subtotal		67 549 554
6. Endorsed pre-concepts: regional			
RIE			
	Guinea, Mali, Mauritania, Senegal	OSS	14 000 000
MIE			
	Cameroon, Central African Republic, Chad, Niger, Nigeria	WMO	10 620 000
	India, Sri Lanka	WFP	13 995 524
	Subtotal		38 615 524
7. Not endorsed pre-concepts: regional			
RIE			
	Costa Rica, Dominican Republic	CAF	13 919 202
MIE			
	Costa Rica, Panama	UNEP	10 693 000
	Subtotal		24 612 202
	Total (1+2+3+4+5+6+7)		277 705 475
8. Small grants for innovation not approved			
NIE			
	Bhutan	Bhutan Trust Fund for Environmental Conservation	250 000
	Dominican Republic	Dominican Institute of Integral Development	248 734
	Uganda	MOWE	250 000
	Zimbabwe	EMA	249 970
	Subtotal		998 704
	Total (1+2+3+4+5+6+7+8)		278 704 179

^a Funding request amounts are as in the latest submission of the proposal. Only proposals that had been endorsed by the governments of all prospective recipient countries are included.

^b Single-country proposals that were submitted between 1 July 2020 and 30 June 2021 but not yet approved by the AFB or cancelled by the proponent by the end of that period.

^c Regional proposals that were submitted between 1 July 2020 and 30 June 2021 but not yet approved by the AFB or cancelled by the proponent by the end of that period.

Table VIII.4

Active pipeline of single-country and regional proposals for Adaptation Fund projects and programmes under development

	<i>Number submitted by NIEs</i>	<i>Total value (USD)</i>	<i>Number submitted by RIEs</i>	<i>Total value (USD)</i>	<i>Number submitted by MIEs</i>	<i>Total value (USD)</i>	<i>Total number submitted</i>	<i>Total value (USD)</i>
Single-country projects and programmes								
Concept submitted, not endorsed	0	—	0	—	1	10 000 000	1	10 000 000
Concept submitted, endorsed	3	17 189 450	0	—	5	35 609 174	8	52 798 624

	<i>Number submitted by NIEs</i>	<i>Total value (USD)</i>	<i>Number submitted by RIEs</i>	<i>Total value (USD)</i>	<i>Number submitted by MIEs</i>	<i>Total value (USD)</i>	<i>Total number submitted</i>	<i>Total value (USD)</i>
Full proposal submitted, not approved	6	8 972 191	0	—	6	41 338 598	12	50 310 789
Regional projects and programmes								
Pre-concept submitted, not endorsed	—	—	1	13 919 202	2	21 313 000	3	35 232 202
Pre-concept submitted, endorsed	—	—	1	14 000 000	2	24 615 524	3	38 615 524
Concept submitted, not endorsed	—	—	0	—	0	—	0	0
Concept submitted, endorsed	—	—	2	25 880 000	5	67 549 554	7	93 429 554
Full proposal submitted, not approved	—	—	1	11 941 038	4	48 924 669	5	60 865 707
Total	9	26 161 641	5	65 740 240	25	249 350 519	39	341 252 400

Table VIII.5

Active pipeline of Adaptation Fund Medium-Term Strategy grant proposals submitted in the reporting period

<i>Party</i>	<i>IE</i>	<i>Name</i>	<i>Grant size (USD)</i>
Small grants for innovation			
NIE			
Bhutan	Bhutan Trust Fund for Environmental Conservation	Building adaptive capacity through innovative management of pests/disease and invasive alien species in Bhutan to enhance sustainable agro-biodiversity and livelihoods	250 000
Dominican Republic	Dominican Institute of Integral Development	Strengthening of a replicable micro ecosystem for accelerated development of technologies for climate change adaptation of the Dominican Republic – phase I – disruptive modular dynamic floating breakwater technology	248 734
Uganda	MOWE	Enhancing sustainable wetlands restoration through community-based climate change adaptive livelihood options in Okole wetland system, Lira District	250 000
Zimbabwe	EMA	Accelerating climate change resilience through climate- smart agriculture and landscape management project in Matobo District, Zimbabwe	249 970
Total			998 704

Annexe IX

[Anglais seulement]

Guidance of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol at its thirteenth session and updated response by the Adaptation Fund Board

*CMP decision**AFB response*

Decision 2/CMP.13: Third review of the Adaptation Fund

Paragraph 7:

Encourages the Adaptation Fund Board:

(a) To consider options for improvement of efficiency with regard to the operation of the Adaptation Fund

The efficiency of the operations of the AF has been recognized by previous independent evaluations, including the second phase of the overall evaluation, finalized in June 2018, which found (1) the AF is efficient in managing accreditation and project cycle processes. Even as the volume of accreditation applications and project proposals has increased, the AFB secretariat has maintained its efficiency; (2) the AF has a clear advantage in efficient project approval processes. Compared with other climate funds, it has the smallest secretariat, which is indicative of cost efficiency; and (3) projects in general are delivered on time, although implementation delays affect overall time frames and can lead to revisions of activities.

The MTS further builds on these strengths and identifies opportunities to advance the effectiveness, efficiency and sustainability of the AF by scaling up adaptation action, accelerating innovation in adaptation, and using learning and sharing to enhance the processes and activities of the AF.

During the MTS period, the AFB has streamlined its operational processes whenever possible, including during the COVID-19 pandemic:

- The AFB took a number of policy decisions regarding project approval and implementation to respond to the rapid increase in the volume of proposals being submitted to the AF, including to streamline the project and programme review process and update the policy for project and programme delays. The AF also improved its processes for collecting and addressing comments to funding proposals from civil society during its proposal review process;
- On accreditation and readiness, the AFB approved a revised reaccreditation process and a revised standard legal agreement with accredited IEs, and further clarified the definition and process for accrediting RIEs. The AFB also made available additional support for the accreditation of NIEs through the new readiness package grant as a standing window under the Readiness Programme and to further streamline the review and approval process of readiness grants;
- In its response to COVID-19, the AFB has adopted dedicated measures to mitigate the impacts of the pandemic on the portfolio of the AF. These measures support countries and IEs with additional flexibility and guidance on managing COVID-19-related project delays and change to achieve their originally set objectives. Countries are also encouraged to consider matters related to COVID-19 in their future programming of funding from the AF, in order to achieve a broader resilience

<i>CMP decision</i>	<i>AFB response</i>
(b) To continue to engage with subnational actors and the private sector through, inter alia, microfinance schemes, weather-based insurance arrangements, involvement with local industry groups and farmers in adaptation projects, and public–private partnerships	<p>The AFB has continued to engage with subnational actors and the private sector through its portfolio of projects and programmes, which includes the use of microfinance schemes, weather-based insurance arrangements, involvement with local industry groups and farmers in adaptation projects (e.g. see projects in Djibouti, Argentina, Georgia, Peru and Senegal). In addition, the AF is closely collaborating with the WMO on the theme of climate services.</p> <p>As part of the implementation of its MTS, the AFB supports countries in scaling up effective adaptation projects and programmes with support from other climate funds and finance channels, including the private sector.</p> <p>The new innovation facility of the AF that was established under the MTS provides further opportunities for subnational and private sector actors to engage in proposals for innovation funding. In addition to innovation, the AFB has also approved a new funding window for enhanced direct access to support projects that further devolve decision-making to local levels.</p> <p>Overall, AF operations have evolved to expand support for adaptation action that meaningfully involves local-level actors and devolves decision-making through direct access and enhanced direct access. The AF is a leader in the area of locally led adaptation action and engages in relevant networks to develop and disseminate lessons learned and best practices</p>
(c) To consider voluntary tracking of climate finance mobilized, where appropriate	<p>The AFB has been tracking voluntary co-financing on the project level through project documents and annual project performance reports.</p> <p>The topic of mobilized or leveraged finance is currently being considered in the AFB in its work on further defining the scope of application of the criterion on the full cost of adaptation reasoning in project proposals, taking into consideration the programmatic developments of the AF. The AFB will consider options at its 37th and 38th meetings</p>
(d) To continue the efforts to enhance complementarity and coherence with other funds both under and outside the Convention	<p>The AF continues to actively engage with other climate funds under the Convention, including the GCF and the GEF. With the GCF, the AF has been working on multiple areas of complementarity, including piloting a joint framework for scaling up adaptation interventions jointly supporting the CPDAE, and advancing the options for fund-to-fund arrangements. With the GEF, the AFB engaged in a dialogue with the Chief Executive Officer and Chairperson of the GEF, Mr. Rodriguez, who proposed areas for further cooperation. The AF has been engaging with the GCF, GEF and Climate Investment Funds during the annual dialogues of climate finance delivery channels and resulting joint activities, such as a joint statement on climate-resilient recovery from the COVID-19 pandemic</p>
<p>Paragraph 8:</p> <p>Requests the Adaptation Fund Board:</p>	
(a) To consider lessons learned from the Adaptation Fund's engagement with private sector stakeholders in adaptation projects at the local level, including in the decision-making processes of the Adaptation Fund and in communications with donors	<p>The AFB captures and considers lessons learned from the project level as part of all project proposals and reports, as well as on the AF level through its annual performance reports.</p> <p>The work by the AFB of sharing lessons and knowledge has been further strengthened through the MTS, with learning and sharing being one of the three strategic pillars. Lessons from engaging with local-level actors, including the private sector, in project design and implementation are captured and disseminated in knowledge products such as on locally led AF projects, on integrating gender into AF projects and on capacity-building and readiness for direct access.</p> <p>These lessons have been informing the decision-making of the AFB, resulting in decisions, inter alia, to approve new funding windows on innovation and enhanced direct access that allow subnational and private sector actors to engage in</p>

CMP decision	AFB response
<p>(b) To monitor and assess project approval time under the Readiness Programme, identifying any linkages of this time to the introduction of the Adaptation Fund's environmental and social policy, and to take measures to reduce the time, as necessary, while continuing to implement its environmental and social safeguards and gender policy</p> <p>(c) To continue to provide information on project approval time</p> <p>(d) To continue monitoring the adaptation impacts and results of the Adaptation Fund, including using local and sector-specific metrics</p> <p>(e) To report on progress made on the mandates arising from this decision in the future reports of the Adaptation Fund to the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol</p>	<p>AF-funded activities. These experiences and lessons also inform the Contributor Dialogues and exchanges with other climate funds.</p> <p>The AFB has also endorsed the principles for locally led adaptation action set forth by the Global Commission on Adaptation and decided that the AF would participate in the learning community of practice on locally led action (AFB decision B.35-36/14)</p> <p>Under the MTS, the Readiness Programme has further expanded support to IEs to increase their capacity for complying with the requirements of the environmental and social policy and the gender policy of the AF, both through organized training and targeted small grants for project formulation assistance. The AF has also produced and updated the relevant guidance documents. The AFB has observed increased capacity among all IEs to comply with the comprehensive safeguard policies of the AF. Through this support, the development and implementation of projects and programmes continues in a timely manner. The AFB further enhanced the approval of readiness grants through the decision to consider readiness grant proposals during all intersessional periods between AFB meetings in addition to during AFB meetings</p> <p>Project approval time continues to be a standard indicator tracked by the AFB through the approval and publication of annual performance reports that are prepared by the AFB secretariat</p> <p>The results-based management system of the AF combines the goals of collecting locally and sectorally relevant information on impacts and results, and collecting results-related information that can be aggregated at the AF level across projects, regions and sectors. In addition to the results-based management framework, the AF-TERG supports the AFB on assessing longer term impact of AF interventions. The AFB considered the AF-TERG's progress update on the review and revision of the evaluation framework as well as the synthesis of AF final evaluations</p> <p>The AFB remains committed to reporting on any relevant developments in relation to the elements of the CMP decision on the third review of the AF, including to inform the fourth review of the AF</p>
<p>Paragraph 8:</p> <p>Requests the Adaptation Fund Board:</p> <p>(a) To consider lessons learned from the Adaptation Fund's engagement with private sector stakeholders in adaptation projects at the local level, including in the decision-making processes of the Adaptation Fund and in communications with donors</p>	<p>The AFB captures and considers lessons learned from the project level as part of all project proposals and reports, as well as on the AF level through its annual performance reports.</p> <p>The work by the AFB of sharing lessons and knowledge has been further strengthened through the MTS, with learning and sharing being one of the three strategic pillars. Lessons from engaging with local-level actors, including the private sector, in project design and implementation are captured and disseminated in knowledge products such as on locally led AF projects, on integrating gender into AF projects and on capacity-building and readiness for direct access.</p> <p>These lessons have been informing the decision-making of the AFB, resulting in decisions, inter alia, to approve new funding windows on innovation and enhanced direct access that allow subnational and private sector actors to engage in AF-funded activities. These experiences and lessons also inform the Contributor Dialogues and exchanges with other climate funds.</p>

<i>CMP decision</i>	<i>AFB response</i>
	The AFB has also endorsed the principles for locally led adaptation action set forth by the Global Commission on Adaptation and decided that the AF would participate in the learning community of practice on locally led action (AFB decision B.35-36/14)
(b) To monitor and assess project approval time under the Readiness Programme, identifying any linkages of this time to the introduction of the Adaptation Fund's environmental and social policy, and to take measures to reduce the time, as necessary, while continuing to implement its environmental and social safeguards and gender policy	Under the MTS, the Readiness Programme has further expanded support to IEs to increase their capacity for complying with the requirements of the environmental and social policy and the gender policy of the AF, both through organized training and targeted small grants for project formulation assistance. The AF has also produced and updated the relevant guidance documents. The AFB has observed increased capacity among all IEs to comply with the comprehensive safeguard policies of the AF. Through this support, the development and implementation of projects and programmes continues in a timely manner. The AFB further enhanced the approval of readiness grants through the decision to consider readiness grant proposals during all intersessional periods between AFB meetings in addition to during AFB meetings
(c) To continue to provide information on project approval time	Project approval time continues to be a standard indicator tracked by the AFB through the approval and publication of annual performance reports that are prepared by the AFB secretariat
(d) To continue monitoring the adaptation impacts and results of the Adaptation Fund, including using local and sector-specific metrics	The results-based management system of the AF combines the goals of collecting locally and sectorally relevant information on impacts and results, and collecting results-related information that can be aggregated at the AF level across projects, regions and sectors. In addition to the results-based management framework, the AF-TERG supports the AFB on assessing longer term impact of AF interventions. The AFB considered the AF-TERG's progress update on the review and revision of the evaluation framework as well as the synthesis of AF final evaluations
(e) To report on progress made on the mandates arising from this decision in the future reports of the Adaptation Fund to the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol	The AFB remains committed to reporting on any relevant developments in relation to the elements of the CMP decision on the third review of the AF, including to inform the fourth review of the AF

Annexe X

[Anglais seulement]

Financial report of the Adaptation Fund Trust Fund as at 30 June 2021, prepared by the trustee: supplemental report to the Adaptation Fund Board report to the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol and to the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement¹

I. Introduction

9. This report is produced by the World Bank as trustee (“Trustee”) for the Adaptation Fund (AF), in accordance with the Trustee’s role in the Adaptation Fund Trust Fund as set forth under paragraph 23 in the Appendix of Decision 1/CMP.4 of the CMP.

10. The decision states that: “The Trustee shall prepare and furnish the Adaptation Fund Board with financial reports of the Trust Fund annually (or at any other such frequency agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board), and provide records and accounts of the Trust Fund for audit by its external auditors annually (or at any other such frequency agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board), in accordance with the policies and procedures of the Trustee. Furthermore, the Trustee shall prepare and furnish the Adaptation Fund Board with reports on the sale of the CERs for the Adaptation Fund and on the status of commitments and transfers of Trust Fund funds annually (or at any other such frequency agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board).”

11. The information contained in this Financial Report is based on financial information as of June 30, 2021.

II. Adaptation Fund Trust Fund Summary as of June 30, 2021

Certified Emission Reduction (CER) Sales and Donations

12. Cumulative resources pledged to AF Trust Fund including CER sales proceeds amounted to USD 1,103.47 million as of June 30, 2021. Of this, USD 208.38 million was received through CER sales proceeds and USD 858.82 million in donations, totalling cumulative receipts of USD 1,067.20 million as of June 30, 2021. Resources not yet received from Donors amounted to USDeq. 36.27 million in donations receivable undersigned agreements.

13. An amount of USD 3.64 million was received from CER sales during fiscal year 2021.

Investment Income

14. As of June 30, 2021, the AF Trust Fund earned investment income of USD 40.21 million on the liquid balances in the AF Trust Fund. The AF Trust Fund liquid portfolio has returned 0.44% for fiscal year 2021.

Funding Approvals

15. Cumulative net funding decisions made by the AF Board through June 30, 2021 totalled USD 908.71 million, of which USD 836.13 million represents approvals for projects and programs.

¹ Reproduced as received from the AFB secretariat, with certain formatting modifications.

Cash Transfers

16. The Trustee has transferred a total of USD 553.29 million up to June 30, 2021, including USD 491.05 million related to projects and programs.

Funds Held in Trust

17. Funds Held in Trust² reflect proceeds from CER monetization, donations received and investment income, less cash transfers made to date. Funds Held in Trust as of June 30, 2021 amounted to USD 554.11 million, including USD 3 million set aside for operational reserve.

Funds available for AF Board funding decisions

18. Funds available to support AF funding decisions amounted to USD 195.69 million as of June 30, 2021.

² Funds Held in Trust represents balance of cash, investments and unencashed promissory notes (if any) as of the reporting date.

III. AF Trust Fund Summary – Inception through June 30, 2021

In USD millions

	Total	% of Total
<u>CER Sales Proceeds, Pledges and Donations</u>		
CER Sales Proceeds	208.38	18.9%
Donations	895.09	81.1%
Pledges	-	0.0%
Total CER Sales Proceeds and Donations	1,103.47	100.0%
<u>Cumulative Resources</u>		
<u>Resources received</u>		
CER Sales Proceeds	208.38	18.2%
Donations	858.82	75.1%
Investment Income earned	40.21	3.5%
Total Resources Received	1,107.40	96.8%
<u>Resources not yet received</u>		
Donations not yet received	36.27	3.2%
Pledges	-	0.0%
Total resources not yet received	36.27	3.2%
Total Potential Resources (A) (in USD millions)	1,143.67	100.0%
<u>Cumulative Funding Decisions</u>		
Programs and Projects (MIE)	526.72	58.0%
Programs and Projects (NIE)	190.38	21.0%
Programs and Projects (RIE)	119.03	13.1%
Administrative Budget	72.58	8.0%
Total Funding Decisions Net of Cancellations (B)	908.71	100.0%
Total Potential Resources Net of Funding Decisions (A) - (B)	234.96	
Total Potential Resources Net of Funding Decisions and Operational Reserve	231.96	
<u>Funds Available</u>		
Funds Held in Trust with no restrictions	551.11	
Approved Amounts Pending Cash Transfers	355.42	
Total Funds Available to Support AF Board Decisions	195.69	

Note: sub-totals may not add up to due to rounding

CER SALES PROCEEDS

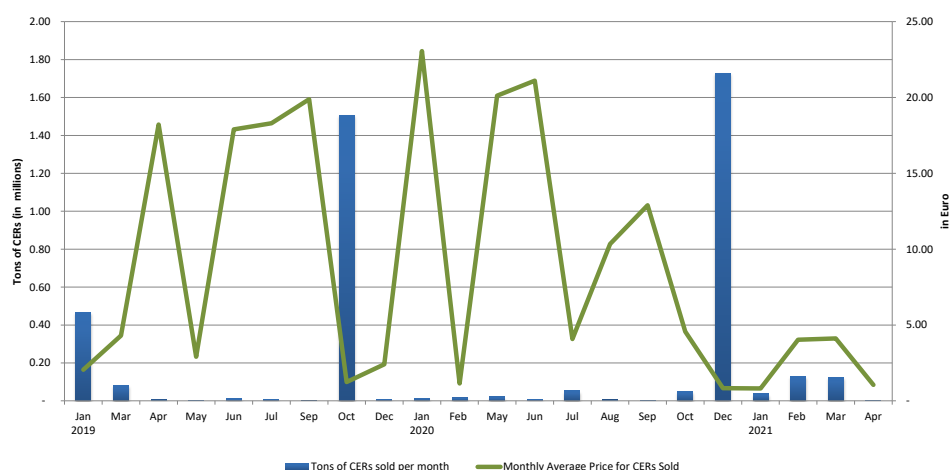
This table shows the proceeds from CER sales received into the AF Trust Fund. See Annex for more details.

The Trustee has generated revenues of USD 208.38 million through CER sales since the start of the CER monetization program in May 2009.

IV. CER SALES AND MONTHLY AVERAGE PRICE

Calendar Year	CER balance a/	CER sales	Proceeds USD (millions)
2009-2018	12,400,187	26,753,350	199.57
2019			
Q1	12,000,126	549,451	1.49
Q2	12,174,665	18,440	0.36
Q3	12,445,244	11,508	0.24
Q4	11,127,219	1,515,101	2.07
2020			
Q1	11,229,556	29,916	0.38
Q2	11,539,271	28,833	0.64
Q3	11,756,301	59,912	0.35
Q4	10,300,157	1,774,791	2.01
2021			
Q1	10,131,730	288,717	1.27
Q2	10,421,087	1,600	0.00
Total		31,031,619	208.38

a/ in registries at period-end



19. This chart presents the number of tons of CERs sold per month and the monthly average price obtained by the Trustee for a ton of CER sold between January 2019 and June 2021. During fiscal year 2021, the Trustee sold 2.13 million tons of CERs and generated USD 3.64 million in CER proceeds. The average price achieved during fiscal year 2021 was EUR 1.43 or USD 1.71 per ton.

DONATIONS

Donor	Currency	Pledged Donation in Currency of Contribution	Effective (or signed) Donation	Receipts in Currency of Contribution	Receipts in USD a/
Austria	EUR	0.50	0.50	0.50	0.69
Belgium	EUR	1.50	1.50	1.50	1.65
Belgium (Flanders)	EUR	8.95	8.95	8.95	9.69
Belgium (Walloon Region)	EUR	20.10	20.10	16.30	18.83
Belgium (Brussels Capital Region)	EUR	5.85	5.85	5.85	6.81
Canada (Quebec)	CAD	3.00	3.00	3.00	2.24
Corporacion Andina de Fomento	USD	0.06	0.06	0.06	0.06
Finland b/	USD	0.07	0.07	0.07	0.07
Finland	EUR	5.00	5.00	5.00	6.80
France b/	USD	0.05	0.05	0.05	0.05
France	EUR	20.00	20.00	20.00	22.62
Germany	EUR	390.00	390.00	390.00	455.68
Ireland	EUR	1.20	1.20	1.20	1.40
Italy	EUR	51.00	51.00	51.00	61.01
Japan b/	USD	0.01	0.01	0.01	0.01
Luxembourg	EUR	2.00	2.00	2.00	2.11
Monaco	EUR	0.01	0.01	0.01	0.01
New Zealand	NZD	3.00	3.00	3.00	1.97
Norway b/	USD	0.09	0.09	0.09	0.09
Norway	NOK	155.00	155.00	155.00	18.43
Poland	USD	1.00	1.00	1.00	1.00
Qatar	USD	0.50	0.50	0.50	0.50
Spain	EUR	48.00	48.00	47.00	59.41
Sweden	SEK	1,405.00	1,405.00	1,145.00	142.21
Switzerland b/	USD	0.08	0.08	0.08	0.08
Switzerland	CHF	28.00	28.00	28.00	29.44
United Kingdom	GBP	10.00	10.00	10.00	15.92
United Nations Foundation	USD	-	0.07	0.07	0.07
Others	GBP	-	0.00	0.00	0.00
Others	EUR	-	0.00	0.00	0.00
Total Donations Received					858.82

a/ Represents actual USD receipts.

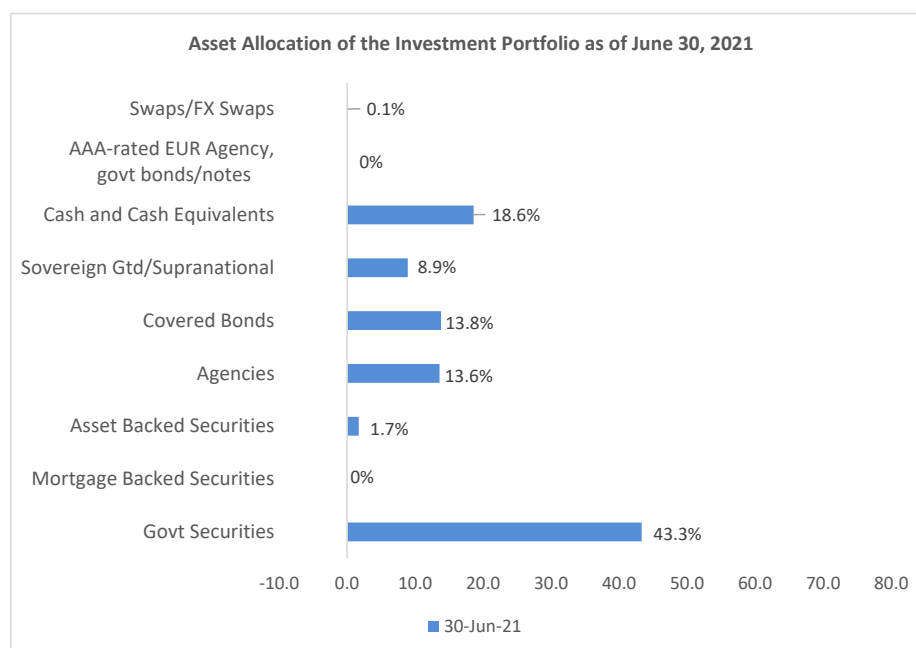
b/ Donation corresponds to the Donor's pro-rata share of the balance in the Administrative Trust Fund

V. Asset Mix and Investment Income

ASSET MIX

20. The undisbursed cash balance of the AF Trust Fund is maintained in a commingled investment portfolio (“Pool”) for all trust funds managed by IBRD. Funds are managed such that the expected maximum loss, as measured by the CVaR, in the worst 1% of cases will not exceed 0.25% at the portfolio’s investment horizon.

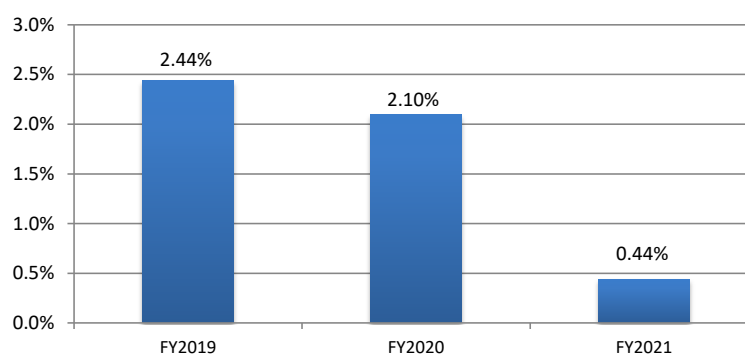
21. The portfolio allocation by asset class has the largest allocations to government securities and money-market instruments.



Note: The negative position in swaps is primarily due to changes in foreign currency exchange (FX) rates in cross currency basis swaps. Such swap instruments are used to implement currency hedges on bond positions within the portfolio. These hedges remain in place.

INVESTMENT RETURNS

The AF Trust Fund liquid portfolio earned USD 40.21 million in investment income since inception. The portfolio returns during fiscal year 2021 was 0.44%.



VI. Cumulative Funding Decisions as of June 30, 2021 (breakdown by types of Implementing Entities)

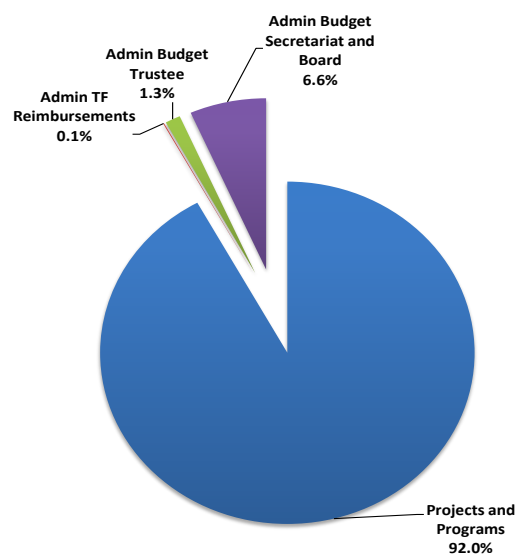
(In USD Millions)

1. Programs and Projects	MIE/RIE/NIE	MIE	RIE	NIE	836.13
Antigua and Barbuda	ABED	-	-	10.00 a/	
Argentina	UCAR	-	-	5.38 a/	
Argentina	WB	4.30	-	-	
Armenia	EPIU	-	-	4.00 a/	
Bangladesh	UNDP	10.00	-	-	
Belize	WB	6.00	-	-	
Belize	PACT	-	-	0.05 a/ d/	
Benin	FNE	-	-	0.03 a/	
Bhutan	BTFEC	-	-	0.05 a/ d/	
Cambodia	UNEP	4.95	-	-	
Cambodia	UN HABITAT	5.00	-	-	
Cameroon	IFAD	9.98	-	-	
Chile	AGCI	-	-	9.99 a/	
Colombia	UNDP	8.52	-	-	
Congo	WFP	10.00	-	-	
Cook Islands	UNDP	5.38	-	-	
Cook Islands	MFEM	-	-	3.00	
Costa Rica	FDS	-	-	10.00 a/	
Cuba	UNDP	6.07	-	-	
Djibouti	UNDP	4.66	-	-	
Dominican Republic	IDDI	-	-	9.98 a/	
Ecuador	WFP	7.45	-	-	
Ecuador	CAF	-	2.49	-	
Egypt	WFP	10.00	-	-	
El Salvador	UNDP	8.48	-	-	
Eritrea	UNDP	6.52	-	-	
Ethiopia	MOFEC	-	-	9.99	
Fiji	UN HABITAT	4.24	-	-	
Gambia	WFP	10.00	-	-	
Georgia	UNDP	5.32	-	-	
Georgia	IFAD	4.64	-	-	
Ghana	UNDP	8.29	-	-	
Guatemala	UNDP	5.43	-	-	
Guinea Bissau	BOAD	-	9.98	-	
Honduras	UNDP	10.00	-	-	
India	NABARD	-	-	9.98 a/	
Indonesia	KEMITRAAN	-	-	8.08 a/	
Iraq	IFAD	10.00	-	-	
Jamaica	PIOJ	-	-	10.00 a/	
Jordan	MOPIC	-	-	9.26 a/	
Kenya	NEMA	-	-	10.00	
Lao, PDR	UN HABITAT	10.00	-	-	
Lebanon	IFAD	7.86	-	-	
Lesotho	WFP	10.00	-	-	
Liberia	IFAD	9.59	-	-	
Madagascar	UNEP	5.10	-	-	
Malawi	WFP	9.99	-	-	
Maldives	UNDP	8.99	-	-	
Mali	UNDP	8.53	-	-	
Mauritania	WFP	7.80	-	-	
Mauritius	UNDP	9.12	-	-	
Micronesia	SPREP	-	9.00	-	
Micronesia	MCT	-	-	1.00 a/	
Moldova	IFAD	6.01	-	-	
Mongolia	UNDP	5.50	-	-	
Mongolia	UN HABITAT	4.50	-	-	
Morocco	ADA	-	-	10.00 a/	
Myanmar	UNDP	7.91	-	-	

1. Programs and Projects	MIE/RIE/NIE	MIE	RIE	NIE	836.13
<i>(continued)</i>					
Namibia	DRFN	-	-	5.11 a/ d/	
Nepal	WFP	9.53	-	-	
Nicaragua	UNDP	5.50	-	-	
Niger	BOAD	-	9.91	-	
Pakistan	UNDP	3.91	-	-	
Pakistan	UN HABITAT	6.09	-	-	
Panama	FN	-	-	10.00 a/	
Papua New Guinea	UNDP	6.53	-	-	
Paraguay	UNEP	7.13	-	-	
Peru	PROFONANPE	-	-	6.95	
Peru	CAF	-	2.94	-	
Rwanda	MINIRENA	-	-	10.10 a/ c/	
Samoa	UNDP	8.73	-	-	
Senegal	CSE	-	-	9.64 a/	
Seychelles	UNDP	6.46	-	-	
Sierra Leone	IFAD	9.92	-	-	
Solomon Islands	UNDP	5.53	-	-	
Solomon Islands	UN HABITAT	4.40	-	-	
South Africa	SANBI	-	-	10.00 a/	
Sri Lanka	WFP	7.99	-	-	
St. Lucia	CDB	-	9.86	-	
Syria	UN HABITAT	10.00	-	-	
Tajikistan	UNDP	10.00	-	-	
Tanzania	UNEP	5.01	-	-	
Tanzania	NEMC	-	-	5.00 a/	
Tunisia	IFAD	10.00	-	-	
Turkmenistan	UNDP	2.93	-	-	
Uganda	OSS	-	7.75	-	
Uganda	MWE	-	-	0.05 a/ d/	
Uruguay	ANII	-	-	10.00 a/	
Uzbekistan	UNDP	5.42	-	-	
Vietnam	UN HABITAT	6.35	-	-	
Zimbabwe	UNESCO	5.00	-	-	
Zimbabwe	EMA	-	-	0.05 a/ d/	
Regional		104.19	67.10	- a/ b/	
Accreditation Support		-	-	0.94	
Technical Assistance		-	-	0.52	
Innovation & Learning		10.00	-	1.25	
Sub-Total by IE type		526.72	119.03	190.38	
% Total Programs and Projects		63%	14%	23%	
2. Administrative Budget					72.58
AF Administrative Trust Fund				0.69	
Administrative Budget - Trustee				11.92	
Administrative Budget - AF Board and Secretariat				59.98	
3. Total Funding Decisions (3 = 1 + 2)					908.71
a/ Includes approved Project Formulation Grant amounts					
b/ Includes approved regional projects					
c/ Includes approved grant application to develop a scale-up proposal					
d/ Includes approved Project Formulation Assistance amounts					

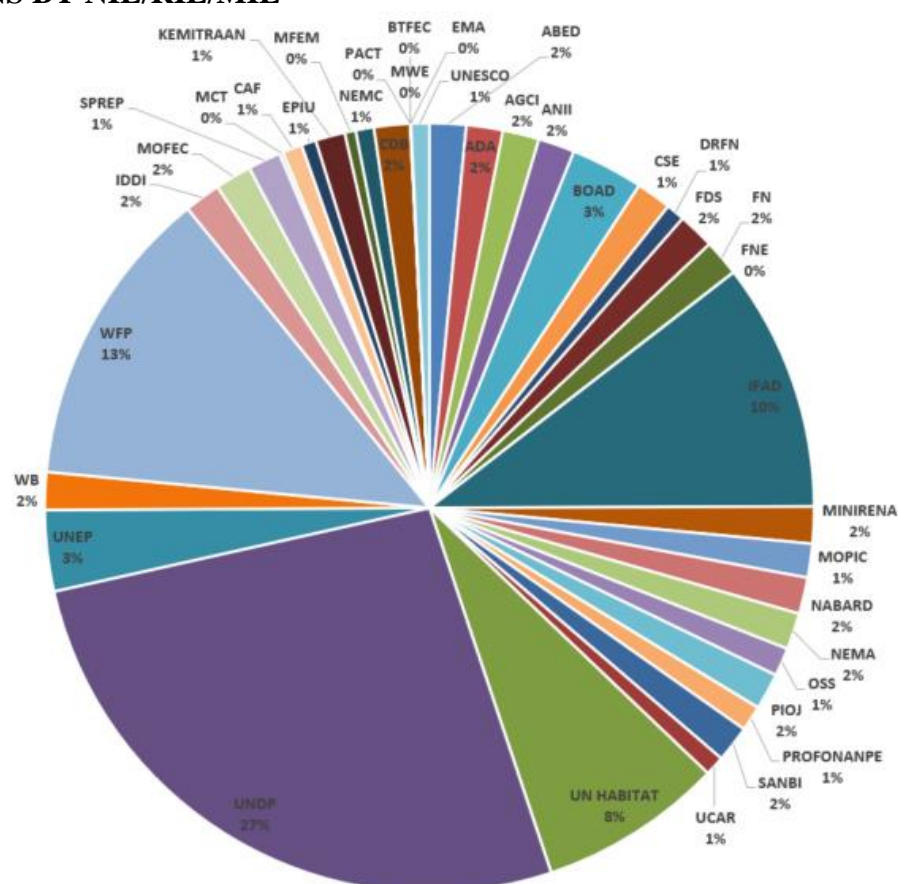
CUMULATIVE FUNDING DECISIONS

Since inception to June 30, 2021, funding approvals made by the AF Board amounted to USD 908.71 million.



FUNDING DECISIONS BY NIE/RIE/MIE

Funding decisions by NIE/RIE/MIE show the cumulative funding decisions related to programs and projects. To date, cumulative funding decisions to NIEs/RIEs/MIEs amount to USD 836.13 million.



VII. Funds available

In USD millions

	As of June 30, 2021 (a)	As of June 30, 2020 (b)	Change since last report (a) - (b)
1. Cumulative Receipts	1,107.40	978.32	129.08
a. Cash receipts from CER proceeds	208.38	204.74	3.64
b. Cash receipts from Donors and Other Sources	858.82	735.25	123.57
c. Investment Income earned	40.21	38.33	1.87
2. Cumulative Cash Transfers	553.29	467.80	85.49
a. Projects and Programs	491.05	413.13	77.91
b. Operational Expense	62.25	54.67	7.58
3. Funds Held in Trust (3 = 1 - 2)	554.11	510.52	43.59
4. Operational Reserve	3.00	3.00	-
5. Funding Decisions Pending Cash Transfer	355.42	340.33	15.09
6. Funds available to support AF Board funding decisions (6 = 3 - 4 - 5)	195.69	167.19	28.50

Note: sub-totals may not add up due to rounding

Annex – Detailed CER Monetization Record

	Calendar Quarter	Sale Method	Quantity	Quarterly Average Price Achieved by the Trustee	Total Euro	Actual USD
2009	Q2	OTC	1,100,000	11.85	13,030,000	18,244,887
		Exchange	20,000	10.79	215,700	302,455
	Q3	OTC	-	-	-	-
		Exchange	80,000	13.16	1,044,000 a/	1,519,280
2010	Q4	OTC	400,000	12.41	4,965,000	7,372,659
		Exchange	450,000	13.02	5,860,600	8,689,141
	Q1	OTC	1,300,000	11.93	15,505,000	21,219,352
		Exchange	420,000	11.59	4,867,200	6,734,673
	Q2	OTC	1,570,000	13.17	20,684,500	26,768,710
		Exchange	895,000	13.07	11,693,600	15,068,497
	Q3	OTC	700,000	13.51	9,454,000	12,049,753
		Exchange	540,000	12.67	6,839,600	8,866,433
2011	Q4	OTC	-	-	-	-
		Exchange	560,000	12.48	6,991,500	9,511,362
	Q1	OTC	300,000	12.83	3,847,500	5,437,099
		Exchange	180,000	11.44	2,059,000	2,746,051
	Q2	OTC	500,000	13.02	6,509,000	9,357,538
		Exchange	315,000	12.53	3,946,900	5,662,845
	Q3	Auction	200,000	12.52	2,504,000	3,567,699
		OTC	-	-	-	-
	Q4	Exchange	390,000	8.81	3,434,600	4,803,998
		OTC	-	-	-	-
	Q1	Exchange	40,000	7.79	311,400	418,332
		OTC	-	-	-	-
2012	Q2	Exchange	400,000	4.37	1,748,100	2,306,972
		OTC	250,000	3.67	921,500	1,158,337
	Q3	Exchange	1,681,000	3.81	6,411,770	8,251,269
		OTC	-	-	-	-
	Q4	Exchange	1,614,000	2.95	5,006,550	6,224,091
		OTC	6,000	1.05	6,300	8,027
	Q1	Exchange	959,000	1.38	1,317,480	1,698,951
		OTC	1,498,000	0.13	190,280	254,006
2013	Q2	Exchange	-	-	-	-
		OTC	144,303	0.43	62,050	82,030
	Q3	Exchange	-	-	-	-
		OTC	300,000	0.71	212,000	286,740
	Q4	Exchange	-	-	-	-
		OTC	1,800,000	0.49	868,000	1,181,238
	Q1	Exchange	-	-	-	-
		OTC	655,000	0.36	216,900	293,664
2014	Q2	Exchange	-	-	-	-
		OTC	1,478,000	0.19	259,230	335,597
	Q3	Exchange	-	-	-	-
		OTC	550,594	1.37	129,644	165,652
	Q4	Exchange	-	-	-	-
		OTC	789,680	1.35	166,494	208,182
	Q1	Exchange	-	-	-	-
		OTC	-	-	-	-

	Calendar Quarter	Sale Method	Quantity	Quarterly Average Price Achieved by the Trustee	Total Euro	Actual USD
	<i>(continued)</i>					
2015	Q1	OTC	1,696,880	1.70	2,886,627	3,175,996
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	97,415	2.56	249,430	279,669
		Exchange	-	-	-	-
	Q3	OTC	574,273	0.20	113,720	130,493
		Exchange	-	-	-	-
	Q4	OTC	1,327,170	0.95	1,260,042	1,371,219
		Exchange	-	-	-	-
2016	Q1	OTC	72,135	4.16	299,802	327,512
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	65,491	6.75	442,164	499,286
		Exchange	-	-	-	-
	Q3	OTC	23,988	10.93	262,117	293,240
		Exchange	-	-	-	-
	Q4	OTC	286,362	0.73	208,473	223,416
		Exchange	-	-	-	-
2017	Q1	OTC	40,047	13.00	520,486	562,913
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	10,647	14.00	149,098	163,450
		Exchange	-	-	-	-
	Q3	OTC	11,039	12.71	140,325	168,532
		Exchange	-	-	-	-
	Q4	OTC	373,491	1.34	498,932	584,781
		Exchange	-	-	-	-
2018	Q1	OTC	29,450	14.05	413,633	506,386
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	18,468	14.26	263,435	315,047
		Exchange	-	-	-	-
	Q3	OTC	3,514	14.25	50,080	58,508
		Exchange	-	-	-	-
	Q4	OTC	37,403	2.72	101,580	114,445
		Exchange	-	-	-	-
2019	Q1	OTC	549,451	2.39	1,313,449	1,490,948
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	18,440	17.17	316,563	355,134
		Exchange	-	-	-	-
	Q3	OTC	11,508	18.64	214,493	240,063
		Exchange	-	-	-	-
	Q4	OTC	1,515,101	1.25	1,886,588	2,065,652
		Exchange	-	-	-	-
2020	Q1	OTC	29,916	11.34	339,331	378,092
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	28,833	20.41	588,604	641,576
		Exchange	-	-	-	-
	Q3	OTC	59,912	5.03	301,524	349,949
		Exchange	-	-	-	-
	Q4	OTC	1,774,791	0.94	1,671,840	2,014,753
		Exchange	-	-	-	-
2021	Q1	OTC	288,717	3.66	1,055,443	1,270,750
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	1,600	1.05	1,682	2,000
		Exchange	-	-	-	-
Total			31,031,619		156,828,858	208,379,327
a/ net of EUR 10,000 exchange fees						

Glossary

Implementing Entity	Official Name of the Entity
ABED	Antigua and Barbuda Department of Environment
ADA	Agence pour le Developpement Agricole – Morocco
AGCI	Agencia de Cooperacion Internacional - Chile
ANII	Agencia Nacional de Investigación e Innovación – Uruguay
BOAD	West African Development Bank
BTFEC	Bhutan Trust Fund for Environment Conservation
CAF	Development Bank of Latin America
CDB	Caribbean Development Bank
CSE	Centre de Suivi Ecologique - Senegal
DRFN	Desert Research Foundation Namibia
EMA	Environmental Management Agency - Zimbabwe
EPIU	Environmental Project Implementation Unit - Armenia
FDS	Fundecooperacion Para el Desarrollo Sostenible – Costa Rica
FN	Fundación Natura – Colombia
FNE	Fonds National pour l'Environnement – Benin
IDB	Inter-American Development Bank
IDDI	Dominican Institute of Integral Development
IFAD	International Fund for Agricultural Development
KEMITRAAN	Partnership for Governance Reform in Indonesia
MFEM	Ministry of Finance and Economic Management – Cook Islands
MIE	Multilateral Implementing Entity
MINIRENA	Ministry of Natural Resources - Rwanda
MOFEC	Ministry of Finance and Economic Cooperation – Ethiopia
MOPIC	Ministry of Planning and International Cooperation – Jordan
MWE	Ministry of Water and Environment – Uganda
NABARD	National Bank for Agriculture and Rural Development – India
NEMA	National Environment Management Authority - Kenya
NEMC	National Environment Management Council - Tanzania
NIE	National Implementing Entity
OSS	Sahara and Sahel Observatory
PACT	Protected Areas Conservation Trust
PIOJ	Planning Institute of Jamaica
PROFONANPE	Peruvian Trust Fund for National Parks and Protected Areas
RIE	Regional Implementing Entity
SANBI	South African National Biodiversity Institute
SPREP	Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme
UCAR	Unidad para el Cambio Rural – Argentina
UN HABITAT	United Nations Human Settlements Program
UNDP	United Nations Development Program
UNEP	United Nations Environment Program
UNESCO	United Nations Educational Scientific and Cultural Organization
WB	World Bank – International Bank for Reconstruction and Development and International Development Association
WMO	World Meteorological Organization
WFP	United Nations World Food Program

Term	Definition
Cash and Investments	The Trust Fund's share in the co-mingled cash and investment pool.
Cash Contribution	Contribution or Instalment provided in the form of cash, including promissory note encashments
Cash Transfer	Cash payment made to an Implementing Partner under a Financial Procedures Agreement
Contribution	The funds provided and to be provided by a Contributor to a Trust Fund, as specified in the Contribution Agreement/Arrangement, or in the Instrument of Commitment
Contribution Agreement/Arrangement	An agreement or arrangement between a World Bank entity, as Trustee, and a Contributor, setting forth specific terms for the receipt and use of a specific Contribution for a specific Trust Fund
Contribution Paid-In	Contribution or Instalment provided in the form of cash, Promissory Note or other instruments acceptable to the Trustee
Contribution Receivable	Any portion of a Contribution that is not a Qualified Contribution to be received in the form of Cash or Promissory Note.
Financial Intermediary Fund (FIF)	Financial arrangements that leverage a variety of public and private resources in support of global development initiatives and partnership. These Funds involve financial engineering or complex finance schemes, or where the Bank provides a specified set of administrative, financial or operational services
Financial Procedures Agreement	An agreement or arrangement between a World Bank entity, as Trustee, and Partner Entity for the commitment and transfer of funds by the Trustee to the Partner Entity under terms that do not involve Bank responsibility post-transfer
Funding Availability	Assets available to support funding decisions, as calculated under a specific basis of commitment.
Funds Held in Trust	Cash and Investments plus unencashed Promissory Note balance
Implementing Entity (IE)	Any agency receiving funds from a FIF, which is responsible for managing those funds for project activities as approved by the governing body
Investment Income	Returns (realized and unrealized) on cash and investments, allocated to individual Trust Funds
Pledge	A Contributor's expression of its intention to make a Contribution
Promissory Note (if applicable)	A document consisting of a promise to pay that is non-interest bearing and payable on demand